

Partie 5 – EVALUATION ENVIRONNEMENTALE /

Préambule

Cadre réglementaire de l'évaluation environnementale

Du fait de la présence d'un site Natura 2000 sur la commune, le PLU est soumis à la procédure d'évaluation environnementale au sens de la directive EIPPE (directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement).

Ce cadre réglementaire est encore renforcé par :

- La loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 dans le cadre du Grenelle de l'environnement,
- La loi de responsabilité environnementale d'août 2008 et le décret du 9 avril 2010.

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation...

(Source : Article R151-3 Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

[Voir paragraphe 1](#)

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

[Voir paragraphe 2](#)

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

[Voir paragraphe 3](#)

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

Nota : Premier alinéa du L151-4 du code de l'urbanisme « Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. »

[Voir paragraphe 4 et Partie 3 « Justification du projet de PLU » dans le rapport de présentation](#)

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

[Voir paragraphe 5](#)

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

[Voir paragraphe 5](#)

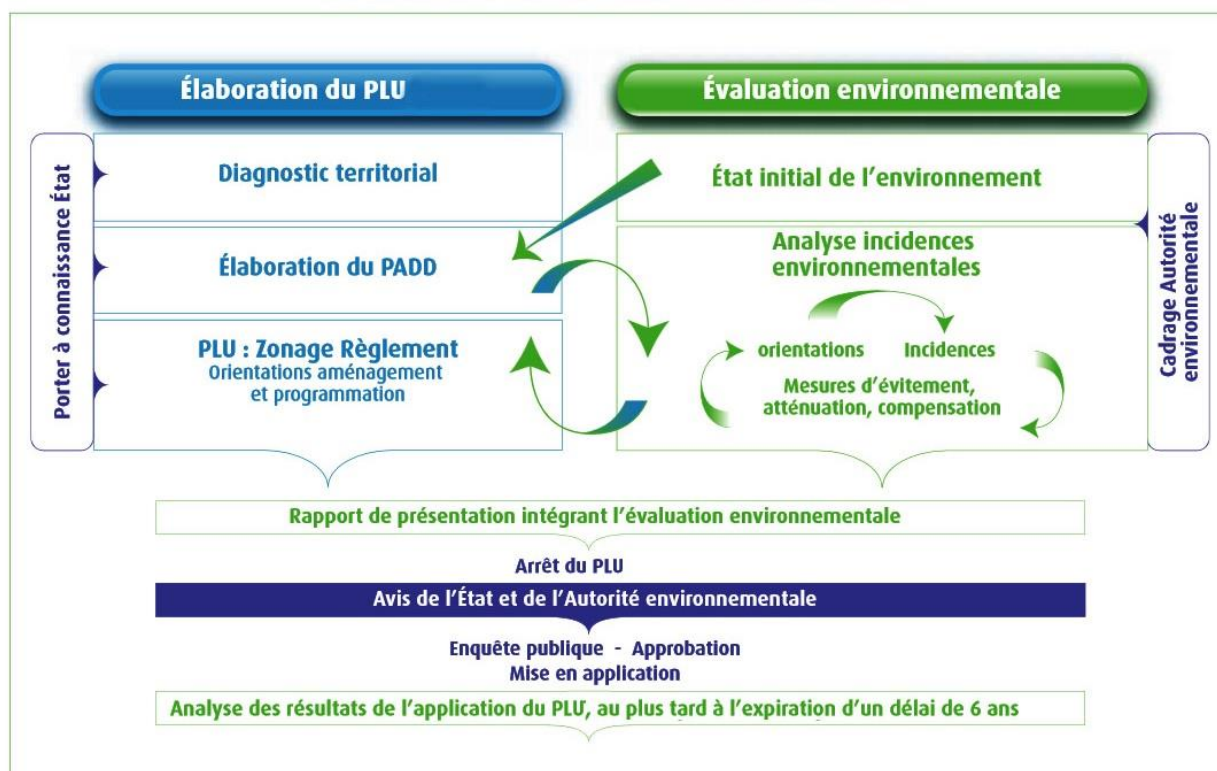
7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents ([Voir paragraphe 6](#)) et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ([Voir Préambule § Méthodologie](#))

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale **est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme**, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Méthodologie de l'évaluation environnementale

Démarche itérative

L'évaluation environnementale n'est pas une évaluation a posteriori des choix des élus. Ces derniers sont accompagnés tout au long de l'élaboration du PLU afin d'anticiper les impacts de leurs choix et le cas échéant d'envisager d'autres options de développement. L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui est partie prenante de chaque étape de l'élaboration : diagnostic, PADD, OAP et règlement (cf. schéma ci-dessous).



L'analyse des incidences du PLU s'est ainsi opérée tout au long de son élaboration afin de proposer au fur et à mesure de la construction du PADD, du règlement écrit et graphique et des OAP des modifications plus favorables à l'environnement. L'analyse est proportionnée aux données disponibles et aux enjeux identifiés sur le territoire communal.

Thèmes traités

L'évaluation environnementale d'un PLU doit porter à minima sur un ensemble de thèmes prédéfinis que sont la biodiversité et les milieux naturels, les pollutions et la qualité des milieux, les ressources naturelles, les risques et le cadre de vie. Dans le cas du PLU, ces grandes thématiques sont traitées à travers les composantes environnementales qui sont ressorties comme pertinentes dans le contexte communal. Ces composantes se déclinent comme suit :

- **Grands paysages** : socle géographique, unités paysagères et éléments structurants
- **Espaces naturels et fonctionnalité écologique des territoires** : habitats naturels remarquables et inventaires, espaces protégés et/ou gérés, dynamiques écologiques (trame verte et bleue)
- **Ressources naturelles et pollutions** : Eau potable, eaux usées, eaux pluviales, déchets, climat, énergie et qualité de l'air
- **Risques et nuisances** : risques naturels, nuisances sonores, installations classées et autres pollutions

Méthodologie mise en œuvre

Etat initial de l'environnement

L'analyse de l'état initial de l'environnement de la commune de ST JEAN s'est appuyée, pour chaque thématique, sur les données bibliographiques disponibles en 2017, complétées et croisées avec des données issues de la consultation de personnes ressources (élus et techniciens) et du traitement de diverses bases de données (Observatoire des territoires, Observatoire des paysages, Observatoire de la biodiversité, Inventaire National du Patrimoine Naturel, Conservatoire d'Espaces Naturels, Ligue de Protection des Oiseaux...).

En parallèle, le diagnostic environnemental a été alimenté, illustré et précisé par des visites de terrain réalisées en août 2017.

Il s'articule autour de trois parties :

- Etat initial : il s'agit d'une photo du territoire « à temps zéro ». Chaque conclusion thématique de l'état initial synthétise les principales caractéristiques du territoire à prendre en compte dans le cadre du PLU.
- Atouts/Faiblesses/Enjeux : il s'agit de définir les enjeux du territoire sur la thématique en croisant les données d'analyse et les objectifs environnementaux de référence que sont les objectifs réglementaires nationaux et internationaux et les objectifs locaux (SCOT...). Les écarts constatés entre la situation actuelle et les objectifs environnementaux ont permis de dégager les enjeux par thématique.
- Hiérarchisation des enjeux : l'analyse transversale des enjeux thématiques a mis en évidence les enjeux majeurs et stratégiques en considérant les interactions plus ou moins importantes entre les différentes thématiques environnementales traitées. Ainsi, la hiérarchisation des enjeux a pu s'établir.

Elaboration du projet de PLU

Le PLU a été élaboré en étroite collaboration avec le bureau d'étude KARUM en charge de l'évaluation environnementale. Des relectures critiques des productions ont été réalisées à chaque stade d'évolution de l'élaboration du document révisé : PADD, OAP, premiers zonages élaborés au printemps 2018 jusqu'aux derniers ajustements du règlement à l'automne 2018.

En Juin 2018, une visite de terrain a permis de préciser les enjeux sur les secteurs potentiellement sensibles identifiés au stade des premiers zonages : nouvelles zones urbanisables, incidences potentielles de projets envisagés à proximité de zones revêtant une importance particulière pour l'environnement (site Natura 2000, zones humides, corridors écologiques, pelouses sèches...).

Evaluation environnementale du PLU

L'évaluation environnementale a été réalisée dans le cadre de l'article L104-5 du code de l'urbanisme, à savoir que « Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. »

Articulation du PLU avec les plans et programmes supra-communaux en lien avec l'environnement

Ce chapitre étudie les documents supra-communaux que le PLU doit prendre en compte ou avec lequel il doit être compatible, afin de vérifier l'articulation des politiques publiques aux différentes échelles territoriales. Ce chapitre expose la déclinaison des prescriptions ou recommandations environnementales de ces documents dans le PLU.

Analyse des perspectives d'évolution de l'environnement induites par le PLU

Les principales évolutions du PLU par rapport au PLU précédent (c'est-à-dire celui en vigueur jusqu'à l'approbation de la révision) sont exposées et les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan sont repérées. Pour celles-ci, ce chapitre analyse les perspectives de leurs évolutions.

Les effets de la mise en œuvre du plan sont alors analysés en fonction de chaque enjeu identifié dans l'état initial de l'environnement. Il s'agit d'étudier les effets permanents de la mise en œuvre du plan

(PADD, OAP, règlements) à l'échéance du plan (10 ans). Le point de référence est l'état initial («temps zéro»). Cette analyse est menée sous l'angle qualitatif et quantitatif lorsque cela est possible, et est proportionnée aux données disponibles. La description des effets de la mise en œuvre du plan sur l'environnement est menée en tenant compte des mesures mises en œuvre pour éviter, réduire et compenser les éventuels impacts négatifs des choix d'urbanisation retenus.

Il s'agit donc de décrire également les mesures qui permettent d'éviter et réduire l'impact du plan sur l'environnement. En cas d'incidences résiduelles significatives, des mesures de compensation sont retenues (ce qui n'est pas le cas du PLU évalué dans le présent dossier).

L'évaluation est présentée par le biais de tableau synthétique comme suit :

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
Paysages (+) Description de l'incidence positive (-) Description de l'incidence négative (0) Description de l'incidence négligeable	(r) Description de la mesure de réduction (e) Description de la mesure d'évitement (c) Description de la mesure de compensation
Espaces naturels et fonctionnalité écologique	<i>Sans objet (le cas échéant)</i>
Ressources et pollutions	
Risques et nuisances	

Remarque importante :

L'analyse des incidences du PLU sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable et sur les thématiques environnementales est réalisée par rapport à l'état actuel de l'environnement (Etat T0 en 2017-2018)

Evaluation des incidences du PLU sur les sites Natura 2000

Les choix du PADD, les OAP et les règlements sont étudiés pour évaluer leur possible incidence sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 présents sur la commune. Ceci est fait pour évaluer si le PLU est susceptible de remettre en cause l'état de conservation des espèces communautaires ou la gestion des sites Natura 2000. Un chapitre spécifique est dédié à cette évaluation.

Justification des choix retenus au regard des objectifs environnementaux

Cette partie explique les choix opérés par les élus pour traduire les besoins environnementaux de la commune dans le PADD. Puis, il vérifie que chaque objectif environnemental du PADD est bien traduit dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation et dans les règlements écrit et graphique. Dans le cas de ce PLU, un renvoi est fait vers la partie 3 du rapport de présentation « Justification du projet » qui inclue les choix environnementaux.

Indicateurs de suivi pour la thématique environnementale

Les indicateurs environnementaux doivent permettre d'alerter sur les éventuelles évolutions négatives de la mise en œuvre du plan sur l'environnement. Les indicateurs sont déclinés pour être un bilan facilement utilisable par les élus. Ils ciblent en premier lieu les enjeux qui ont bénéficié de mesures de réduction et dont la prise en compte risque de ne pas être entièrement assurée par la mise en œuvre du plan révisé.

Il n'a pas été rencontré de difficultés particulières lors de cette évaluation environnementale. L'état initial de l'environnement s'est appuyé sur les données disponibles en temps réel, confortées par des investigations de terrain.

1 Articulation du PLU avec les autres plans et programmes supra-communaux en lien avec l'environnement

Rappel de l'Article R151-3 du code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

Il s'agit ici de s'assurer de la bonne articulation du PLU avec les plans et programmes supra-communaux avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

Les orientations du PLU sont croisées avec les orientations environnementales des plans et programmes suivants :

- Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)
- Le SCOT de l'Avant Pays Savoyard (objectif de compatibilité)
- Le SRCE de la région Auvergne Rhône-Alpes (Objectif de prise en compte)
- Le SRCAE et le PCET de la Savoie (Objectif de prise en compte)

L'ensemble des orientations du PLU sont cohérentes avec les orientations de ces documents. Les tableaux présentés dans les paragraphes suivants permettent de le justifier.

1.1 Compatibilité du PLU avec le SDAGE

Le PLU s'inscrit dans le bassin Rhône Méditerranée qui fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Le SDAGE 2016-2021 est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux. Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservations et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que les objectifs de qualité à atteindre.

Le tableau ci-après permet de vérifier la compatibilité du PLU avec les orientations du SDAGE.

Orientations du SDAGE	Compatibilité du PLU avec le SDAGE
0. S'adapter aux effets du changement climatique	<p>Le PLU présente une approche environnementale globale qui permet de participer à l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique sur la thématique de l'eau :</p> <p>Risques : repérage des risques et aléas connus, limitation de l'imperméabilisation des sols, mesures spécifiques de gestion des eaux pluviales</p> <p>Ressource en eau : bilan ressource/besoins positif</p> <p>Fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides : repérage et protection des zones humides, cours d'eau et de leurs boisements rivulaires.</p>
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	<i>Les PLU ne sont pas concernés par cette orientation</i>
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	<p>Le projet de PLU préserve les milieux aquatiques à forte valeur. Il repère également au règlement graphique le linéaire des cours d'eau ainsi que les cordons boisés rivulaires. Enfin, il repère et protège l'ensemble des zones humides identifiées sur le territoire communal à l'inventaire départemental, au travers d'un zonage et d'un règlement adaptés.</p>
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	<i>Les PLU ne sont pas concernés par cette orientation</i>
4. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	<p>Le PLU s'inscrit en cohérence avec le schéma directeur d'alimentation en eau potable réalisé à l'échelle de la communauté de communes de Yenne en 2007. Une mise à jour de l'état des lieux et du volet prospectif de ce schéma a été réalisée par la CCY en 2018. C'est sur cette mise à jour que le PLU s'appuie. Il prend donc en compte la gestion de l'eau à une échelle plus large que le territoire communal, échelle plus cohérente avec le partage des ressources en eau potable.</p> <p>Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2003 à l'échelle de la communauté de communes de Yenne. La commune de St Jean a mis à jour ce schéma d'assainissement en 2018. La notice assainissement, la carte des réseaux et le zonage d'assainissement sont joints en annexes du PLU. Le PLU s'inscrit en cohérence avec ces documents mis à jour. L'ouverture des trois zones AU est conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (prévus entre 2020 et 2023 selon diagnostic réseau et nécessité d'extension).</p>
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé	<p>Le PLU privilégie le raccordement des zones ouvertes à l'urbanisation au réseau d'assainissement collectif et, lorsque cela n'est pas possible, la faisabilité de systèmes d'assainissement conformes a été vérifiée avec la CCY qui gère le SPANC.</p> <p>Le PLU incite à une bonne gestion des eaux pluviales en limitant notamment l'imperméabilisation des sols, le ruissellement et le risque de pollution des eaux pluviales. Le PLU est cohérent avec la notice Eaux pluviales et le plan des réseaux joints en annexes sanitaires.</p> <p>Les 2 captages qui alimentent la commune font l'objet d'une procédure de DUP pour définir leurs périmètres de protection. Cette procédure est en cours depuis 2017 mais des investigations complémentaires sont nécessaires. Dans l'attente le PLU préserve les abords des captages en zone N.</p>

Orientations du SDAGE	Compatibilité du PLU avec le SDAGE
6. Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	<p>Le projet de PLU ne dégrade aucune zone humide ou milieu aquatique. Il renforce au contraire la protection des zones humides et des cours d'eau par le règlement graphique et écrit des zones Nré et le repérage des zones humides au plan de zonage.</p>
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	<p>Le PLU intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7). L'adéquation du développement démographique qu'il prévoit avec les ressources en eau potable disponible a été vérifiée avec la Communauté de Communes de Yenne en charge de l'alimentation en eau de l'ensemble du territoire. La prise en compte des perspectives de développement des autres communes avec qui St Jean partage cette ressource a également été assuré via la CCY.</p>
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	<p>Le PLU permet de limiter l'exposition des populations aux inondations en affichant le projet de bassin de rétention des crues du ruisseau des Bruyères et réhabilitation de ses berges en emplacements réservés n°3 et n°4.</p> <p>Il conditionne l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU des Quatre chemins à la réalisation de ces ouvrages. Il prescrit également la réalisation d'un ouvrage de gestion du risque sur une parcelle du hameau de Montmaire.</p> <p>Il participe également à lutter contre les inondations en protégeant les berges de tous les cours d'eau ainsi que leurs boisements rivulaires.</p> <p>Il indique dans le rapport de présentation les phénomènes d'inondations et de débordement de cours d'eau observés lors des derniers événements ayant fait l'objet d'arrêté de catastrophe naturelle.</p>

1.2 Compatibilité avec le SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Avant Pays Savoyard a été approuvé le 30 juin 2015. Le tableau ci-après permet de vérifier la compatibilité du PLU avec les orientations du SCOT concernant les thématiques environnementales.

Cette analyse se concentre sur les orientations du SCOT liées à l'environnement suivantes :

I. Garantir la structuration agri-naturelle du territoire

V : Des orientations en faveur de la gestion durable des ressources naturelles

VI : Des orientations en faveur d'une prise en compte des risques, nuisances et pollutions

Orientations du SCOT	Compatibilité du PLU avec le SCOT
I. Garantir la structuration agri-naturelle du territoire	
I.1. Par la définition d'une trame verte et bleue (TVB)	<p>Le PLU affirme la protection des espaces naturels réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques en affichant cet objectif dans le PADD (Objectif 1).</p> <p>Le PLU permet de traduire les enjeux écologiques de la Trame verte et bleue du SCOT en les précisant spatialement et règlementairement à l'échelle du contexte local propre au territoire de Saint Jean.</p> <p>Les règlements graphique et écrit du PLU permettent de localiser et de réglementer les espaces stratégiques pour le bon fonctionnement écologique du territoire en affichant une hiérarchisation selon leur vocation écologique (zones Nré, Aré, N, repérage des zones humides et des continuités écologiques). Voir ci-après : Note sur la compatibilité du PLU avec la TVB du SCOT</p> <p>En termes de perméabilité écologique, l'implantation des zones AU en continuité avec le chef-lieu et les hameaux existants permet également de préserver les espaces agricoles et naturels favorables au déplacements de la faune sauvage.</p>
I.2 Par la préservation des espaces stratégiques pour l'agriculture	<p>Le PLU préserve les espaces stratégiques pour l'agriculture en affichant cet objectif dans le PADD (Objectif 4) et en affirmant la vocation agricole des zones A, Aré et Av.</p> <p>L'implantation des zones AU en continuité avec l'existant permet d'éviter le mitage des terres agricoles et de respecter les distances de réciprocité nécessaire au maintien de l'activité agricole.</p>
I.3. Par le maintien de l'identité et de la qualité des paysages	<p>Le PLU permet de préserver et de valoriser les paysages et le patrimoine bâti de la commune en affichant ces objectifs dans le PADD (objectifs 2 et 3). Le règlement graphique affirme la protection des paysages remarquables et des éléments structurants des différentes entités paysagères à l'instar de la trame verte et bleue. Il préserve et valorise le patrimoine bâti à protéger grâce à un repérage spécifique au zonage et à un règlement adapté.</p> <p>L'implantation des zones AU en continuité avec l'existant permet d'éviter le mitage des paysages. Le règlement et les OAP s'attachent à favoriser l'intégration paysagère des futures constructions par un traitement qualitatif des espaces communs, des franges urbaines et des limites de propriété.</p>
V : Des orientations en faveur de la gestion durable des ressources naturelles	
V.1 Une exploitation durable de la ressource énergétique et une lutte efficace contre les changements climatiques	<p>Le PLU intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7). L'implantation des zones AU à proximité immédiate des services de Chevelu permettent de réduire les déplacements motorisés et de favoriser les modes doux alternatifs. Les OAP imposent des formes bâties compactes (collectif, intermédiaire, jumelé) qui favoriseront les économies d'énergie. Le règlement incite à la production d'énergies renouvelables.</p>
V.2 Une exploitation durable de la ressource en eau	<p>Le PLU intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7). L'adéquation du développement démographique qu'il prévoit avec les ressources disponibles en eau potable a été vérifiée avec la Communauté de Communes de Yenne en charge de l'alimentation en eau de l'ensemble du territoire. La prise en compte des perspectives de développement des autres communes avec qui St Jean partage cette ressource a également été assurée via la CCY.</p>
V.3 Une exploitation durable des matériaux du sous-sol	<p><i>Le PLU n'est pas concerné par cet objectif</i></p>

Orientations du SCOT	Compatibilité du PLU avec le SCOT
VI : Des orientations en faveur d'une prise en compte des risques, nuisances et pollutions	
VI.1 Prendre en compte les risques naturels et technologiques	<p>Le PLU intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7).</p> <p>Le PLU permet de limiter l'exposition des populations aux inondations en affichant le projet de bassin de rétention des crues du ruisseau des Bruyères et la réhabilitation de ses berges en emplacements réservés n°3 et n°4.</p> <p>A l'exception de la zone AU des Quatre Chemins et une parcelle du hameau de Montmaire où un ouvrage spécifique est imposé, les secteurs potentiellement concernés par des risques sont classés en N ou en A. Ceci est le cas pour les secteurs concernés par un risque de chute de blocs repérés par une trame au plan de zonage (Tranchiboud et nord de Vernatel).</p> <p>Le PLU permet par ailleurs de réduire les risques de crues en protégeant les berges et les boisements rivulaires des cours d'eau.</p>
VI.1 Lutter efficacement contre les nuisances sonores	<p>L'OAP 2 prescrit une implantation des collectifs en bordure de voie qui permettra de réduire le niveau de nuisances pour le reste de la zone AU des Quatre chemins. L'isolation acoustique des logements respecteront les normes en vigueur.</p> <p>L'OAP 1 prescrit un espace commun arboré qui permettra de réduire l'exposition des futures habitations aux nuisances sonores occasionnelles de la salle des fêtes.</p>
VI.3 Lutter contre les pollutions	<p>Le PLU intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7). Le PLU est compatible avec la bonne gestion des déchets et favorise le tri sélectif et le compostage.</p> <p>L'adéquation entre les zones ouvertes à l'urbanisation et les capacités d'assainissement en collectif ou en autonome a été vérifiée avec la CCY qui gère le SPANC. L'ouverture des trois zones AU est conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (prévus entre 2020 et 2023 selon diagnostic réseau et nécessité d'extension).</p> <p>Des mesures sont imposées dans le règlement pour limiter le ruissellement et la pollution des eaux pluviales, ainsi que les consommations d'énergie liées à l'urbanisation.</p>

NOTE SUR LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SCOT

L'orientation I.1 du SCOT « Garantir la structuration agri-naturelle du territoire par la définition d'une trame verte et bleue (TVB) » se décline en 3 objectifs :

I.I.1. Protéger les réservoirs de biodiversité

Le PLU protège la majorité des espaces naturels réservoirs de biodiversité identifiés dans le SCOT par un classement en zones Nré ou Aré. Il permet également la protection forte des cours d'eau et de leur espace de bon fonctionnement en les repérant au plan, en les classant en zone Nré et en interdisant « toute construction, remblais, déblais ou dépôt de matériaux à moins de 10 mètres du sommet des berges d'un cours d'eau ».

Le PLU respecte le principe d'inconstructibilité des réservoirs de biodiversité par un règlement qui restreint les occupations du sol autorisées aux aménagements liés à la mise en valeur ou à l'entretien des réservoirs de biodiversité.

Le repérage au PLU des zones humides inventoriées permet par ailleurs d'interdire :

« La mise en eau, l'exhaussement (remblaiement), l'affouillement (déblaiement), le dépôt ou l'extraction de matériaux quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf les travaux et ouvrages nécessaires à une gestion écologique justifiée de la zone humide.

Le drainage et, plus généralement, l'assèchement du sol des zones humides. »

Concernant les habitations existantes au sein de la zone Nré (au nombre de 4 sur Saint Jean), seule leur extension limitée à 50 m² est autorisée.

Deux STECAL (Secteur de taille et capacité d'accueil limitées) ont également été délimitées au sein de la zone Nré afin de permettre le maintien et la pérennisation des activités agricoles existantes. Il faut noter que ces activités participent activement à l'entretien des espaces ouverts nécessaires à la diversité des réservoirs de biodiversité.

Il est précisé page 6 du DOO :

« NB - Nous précisons que les cartes de la Trame Verte et Bleues en pièces jointes au SCOT ne peuvent être utilisées qu'aux échelles présentées dans le document. C'est lors de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, que doivent être intégrés ces éléments, par une représentation de la trame verte et bleue à une échelle plus fine (plan cadastral). »

Conformément à cette précision, le PLU propose une traduction de la TVB du SCOT à l'échelle du plan cadastral prenant en compte les occupations du sol existantes. De ce fait, les secteurs déjà aménagés situés au sein des réservoirs du SCOT n'ont pas été classés en zone Nré : stations d'épuration en Neq, Camping en Nt, Vignoble AOC en Av, hameaux de Taba et Monthoux. En effet leur caractère actuel ne correspond pas à des milieux naturels ayant valeur de réservoirs de biodiversité. Ces secteurs ont donc été classés en zone Av, Nt, Neq ou Uré en fonction de leur vocation actuelle (voir tableau ci-après précisant leur surface).

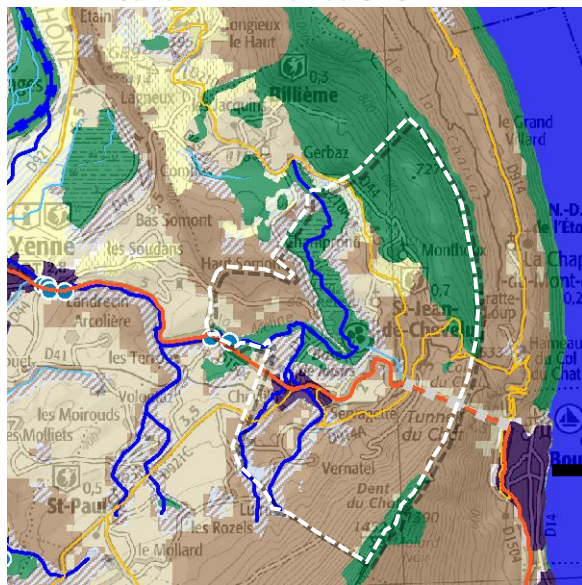
Il faut préciser que les zones Uré des hameaux de Monthoux et Taba ont été délimitées au plus près de la tache urbaine existante. Seules deux dents creuses restent encore disponibles pour de nouvelles constructions au sud de Taba. Elles ne correspondent pas à des parcelles présentant des sensibilités écologiques particulières et sont raccordables à la station d'épuration de Champrond.

La surface totale de ces secteurs aménagés correspond à 24.3 ha des réservoirs de biodiversité repérés au SCOT. Cette surface est largement compensée par le classement en zone Nré de 26.4 ha d'espaces naturels boisés situés entre le col du Chat et la zone de réservoir de la Dent du Chat, qui resterait isolée sans ce secteur de compensation.

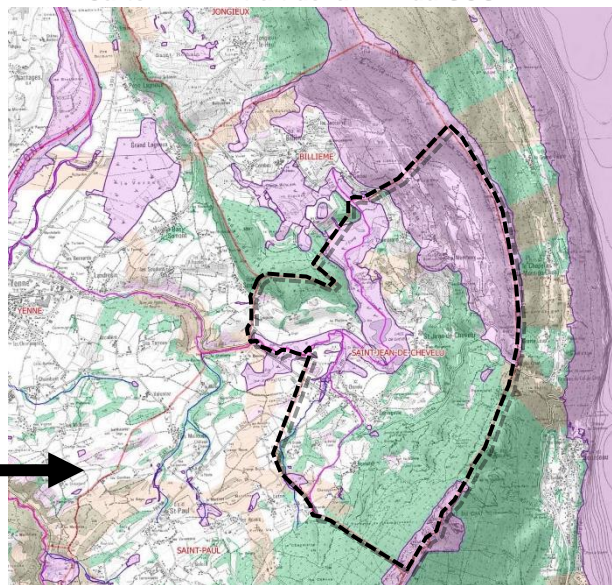
Voir Tableau ci-dessous et cartes page suivante

Surfaces des réservoirs de biodiversité du SCOT		Espaces naturels préservés en Nré ou Aré dans le PLU		Secteurs aménagés qui n'ont plus valeur de réservoirs	
descriptif	surface	descriptif	surface	descriptif	surface
Réservoirs terrestres (y compris inventaires Zones humides et pelouses sèches)	443 ha	Zone Nré (APPB, Natura 2000, zones humides, cours d'eau classés, ZNIEFF 1 en partie)	431,61 ha	Vignes et autres parcelles en AOC (Av)	17,73 ha
				Camping parking et plage (Nt)	3,8 ha
		Dont secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée permettant la pérennisation d'activité agricole en Nré		STEP de la Corne et de Champrond (Neq)	0,48 ha
		STECAL 1 Monthoux	0,34	Urbanisation des hameaux existants (Uré)	
		STECAL 2 Sur la Balme	0,07		
Cours d'eau classés (Ruisseaux des bruyères et de la Grande Forêt)	14,4 ha	Zone Aré (pelouses sèches)	29,39 ha	Monthoux sud	0,47
				Monthoux nord	0,72
				Taba	1,1
		Dont espaces naturels non identifiés comme réservoirs dans le SCOT (zone de "compensation")			
		Crête boisée entre le col et la dent du Chat	26,4 ha		
TOTAL réservoirs SCOT à préserver	457,4 ha	TOTAL réservoirs PLU indice "Ré"	461 ha	TOTAL zones aménagées	24,3 ha

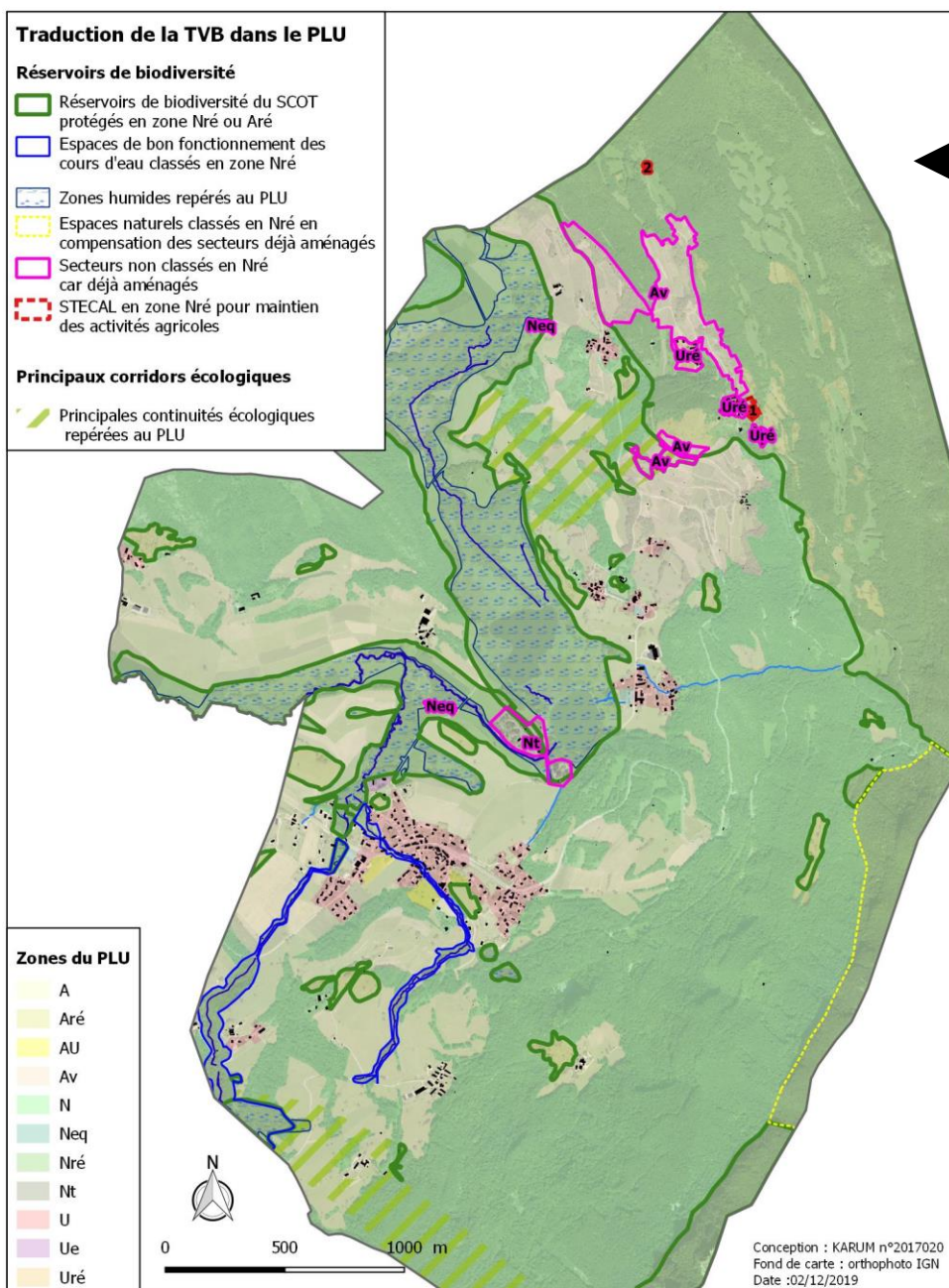
Carte n°1 : Extrait du SRCE



Carte n°2 : Extrait de la TVB du SCOT



Carte n°3 : Superposition du plan de zonage du PLU avec la Trame verte et bleue



Traduction de la Trame verte et bleue précisée à chaque échelle de territoire (Région / Avant pays savoyard / Commune de Saint Jean)

I.1.2. Assurer la pérennité des corridors écologiques

Les corridors écologiques localisés par le SCOT sont repérés au zonage du PLU en tant que principaux secteurs de continuités écologiques. Le PLU garantit le maintien de leur perméabilité écologique par un classement en zones N, A ou Av et par un règlement assurant la perméabilité des clôtures pour la faune sauvage.

Dans ces secteurs de continuités écologiques, seules les zones A et Av permettent de nouvelles constructions à vocation exclusivement agricoles ou viticoles. Le cas échéant, l'incidence d'une nouvelle construction sur la perméabilité de l'espace est considérée comme négligeable. Le maintien de l'activité agricole s'avère par ailleurs nécessaire à l'entretien des espaces ouverts qui participent à l'attractivité de ces corridors pour la faune sauvage.

En termes de perméabilité écologique, l'implantation des zones AU en continuité avec le chef-lieu et les hameaux existants permet également de préserver les espaces agricoles et naturels favorables au déplacement de la faune sauvage sur l'ensemble de la commune.

I.1.3. Assurer l'accessibilité des corridors écologiques

Le PLU répond à cet objectif en autorisant sous conditions particulières les cheminements et ouvrages de franchissement des cours d'eau en zone Nré :

« Les sentiers et cheminements piétons, ainsi que les ouvrages de franchissement des cours d'eau, sous réserve qu'ils soient compatibles avec la gestion des milieux naturels et la préservation de leur équilibre écologique, et que soient prises toutes les dispositions pour limiter leur emprise au strict minimum et pour assurer une bonne intégration dans le site. »

1.3 Prise en compte du SRCE

La Trame verte et bleue, introduite dans la loi Grenelle 1, a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient, elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via la révision de Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

Le SRCE de Rhône-Alpes a été approuvé le 19 juillet 2014. L'extrait de carte n°1 (page précédente) localise les sensibilités identifiées à l'échelle régionale. Elle montre que le territoire de St Jean est majoritairement perméable d'un point de vue écologique. Le SRCE n'identifie sur la commune aucun corridor ayant un intérêt majeur à l'échelle régionale.

Dans le cadre du PLU, il s'agit de protéger les espaces de biodiversité identifiés par le SRCE et d'assurer le maintien du bon fonctionnement des continuités écologiques qui permettent de préserver des liens entre ces réservoirs.

Le PLU prend en compte le SRCE en renforçant la protection de la Trame Verte et Bleue par un zonage hiérarchisé permettant à la fois le repérage des différents types d'espaces naturels (Nré, N, zones humides, continuités écologiques) et l'application d'un règlement adapté à la fonction écologique de chacun.

Ainsi, le PLU permet d'affirmer la vocation de réservoirs de biodiversité sur les espaces naturels les plus remarquables et assure le maintien des principales continuités écologiques. Il propose ainsi une traduction de la Trame Verte et Bleue (cartographiée à l'échelle supra-communale) plus cohérente avec la réalité du contexte local (Cf. Carte n°3 page précédente).

Les réservoirs de biodiversité sont très majoritairement protégés par un classement en zone Nré ou Aré, mais sur quelques secteurs déjà aménagés, le PLU privilégie un zonage plus cohérent avec leur vocation et occupation actuelles : stations d'épuration en Neq, Camping en Nt, Vignoble AOC en Av, hameaux de Taba et Monthoux.

Par ailleurs, les exploitations agricoles de Monthoux et de « Sur la Balme » sont classés en Nré mais font l'objet de STECAL afin de permettre les extensions, constructions et aménagements nécessaires à la pérennisation de l'activité agricole.

Les corridors écologiques localisés par le SCOT sont repérés au zonage du PLU en tant que principaux secteurs de continuités écologiques. Le PLU garantit le maintien de leur perméabilité écologique par un classement en zones N, A ou Av et par un règlement assurant la perméabilité des clôtures pour la faune sauvage.

1.4 Prise en compte du SRCAE et du PCET

Le Plan Climat Energie (PCET) a été adopté le 24 juin 2013, il formalise à l'échelle du département de la Savoie la stratégie et le plan d'actions pour le climat en s'intégrant aux autres réflexions environnementales et de développement durable.

Le Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014 à l'échelle de la région Rhône-Alpes, il définit les orientations et les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques.

Le PLU de St Jean prend en compte les thématiques environnementales liées au climat, à la qualité de l'air et aux économies d'énergie en respectant les principes suivants :

- Il intègre cet objectif au sein du PADD (Objectif 7).
- L'implantation des 3 zones AU à proximité immédiate des services de Chevelu permettent d'optimiser les déplacements motorisés, de favoriser les modes doux alternatifs et de lutter ainsi contre le réchauffement climatique.
- Les orientations d'aménagement et le règlement du PLU permettent d'optimiser les déplacements motorisés, de favoriser les modes doux alternatifs, d'inciter aux économies d'énergie et à la production d'énergies renouvelables.
- Le PLU favorise par ailleurs l'augmentation de la densité, le bâti collectif, intermédiaire ou jumelé. Ces formes architecturales compactes et bien orientées sont une traduction des principes de l'architecture bioclimatique visant à limiter les consommations d'énergie.

Le PLU est cohérent avec les orientations environnementales des plans et programmes avec lesquels il doit être en compatibilité ou qu'il doit prendre en compte :

- **Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)**
- **Le SCOT de l'Avant Pays Savoyard (objectif de compatibilité)**
- **Le SRCE de la région Auvergne Rhône-Alpes (Objectif de prise en compte)**
- **Le SRCAE et le PCET de la Savoie (Objectif de prise en compte)**

2 Analyse des incidences du PLU sur l'environnement

Rappel de l'Article R151-3 du code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ; (...)

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

2.1 Analyse des incidences du PLU par rapport au PLU en vigueur (Scénario « au fil de l'eau »)

Le scénario « au fil de l'eau » correspond aux perspectives d'évolution de l'environnement communal sans mise en œuvre du projet de PLU (dit PLU 2019). Il s'agit donc de comparer ce dernier au PLU approuvé le 07/01/2009 (après modification n°1) qui reste encore en vigueur sur la commune de Saint Jean de Chevelu (dit PLU 2009 ou PLU en vigueur).

Evolution des surfaces urbanisables et consommation d'espace

D'un point de vue quantitatif, le PLU 2019 induit une réduction forte des surfaces en zone U et AU qui diminuent presque de moitié par rapport au PLU en vigueur (cf. tableau et cartes ci-après).

Le potentiel encore disponible à l'urbanisation au sein du PLU en vigueur est estimé à environ 12 ha : 5.6 ha en zone AU et 7 ha en zone U (estimation cartographique sous SIG).

Dans un objectif de mise en compatibilité avec le SCOT, le PLU 2019 restreint ce potentiel à environ 4 ha : 2.33 ha en zones AU auxquelles s'ajoutent 1.7 ha correspondant aux tènements encore disponibles en zone U (dites dents creuses).

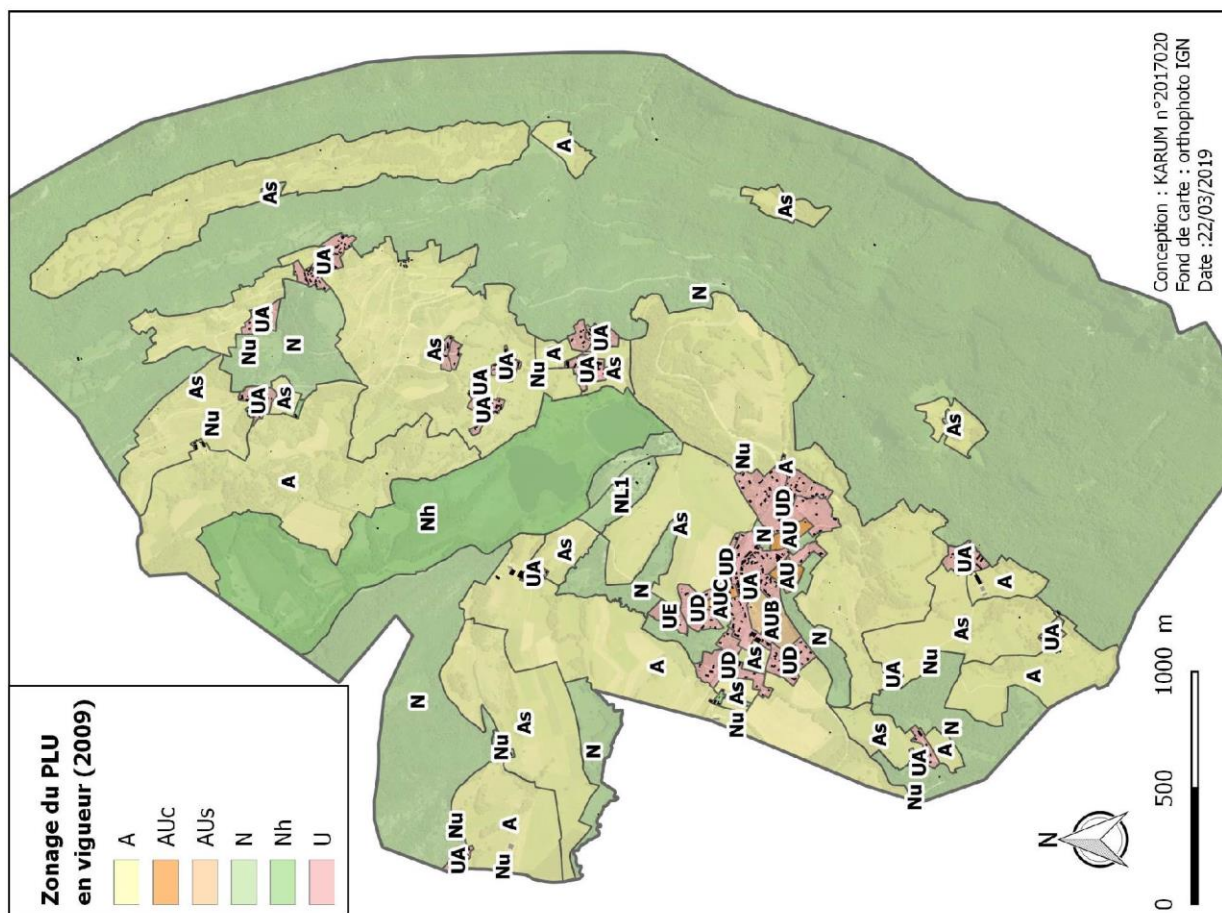
Le PLU réduit donc les zones potentiellement urbanisables de 8.57 ha par rapport aux 12.6 ha encore disponibles dans le PLU en vigueur, ce qui correspond à une baisse de 68%.

Tableau d'évolution des surfaces de zones entre le PLU en vigueur et le projet de PLU

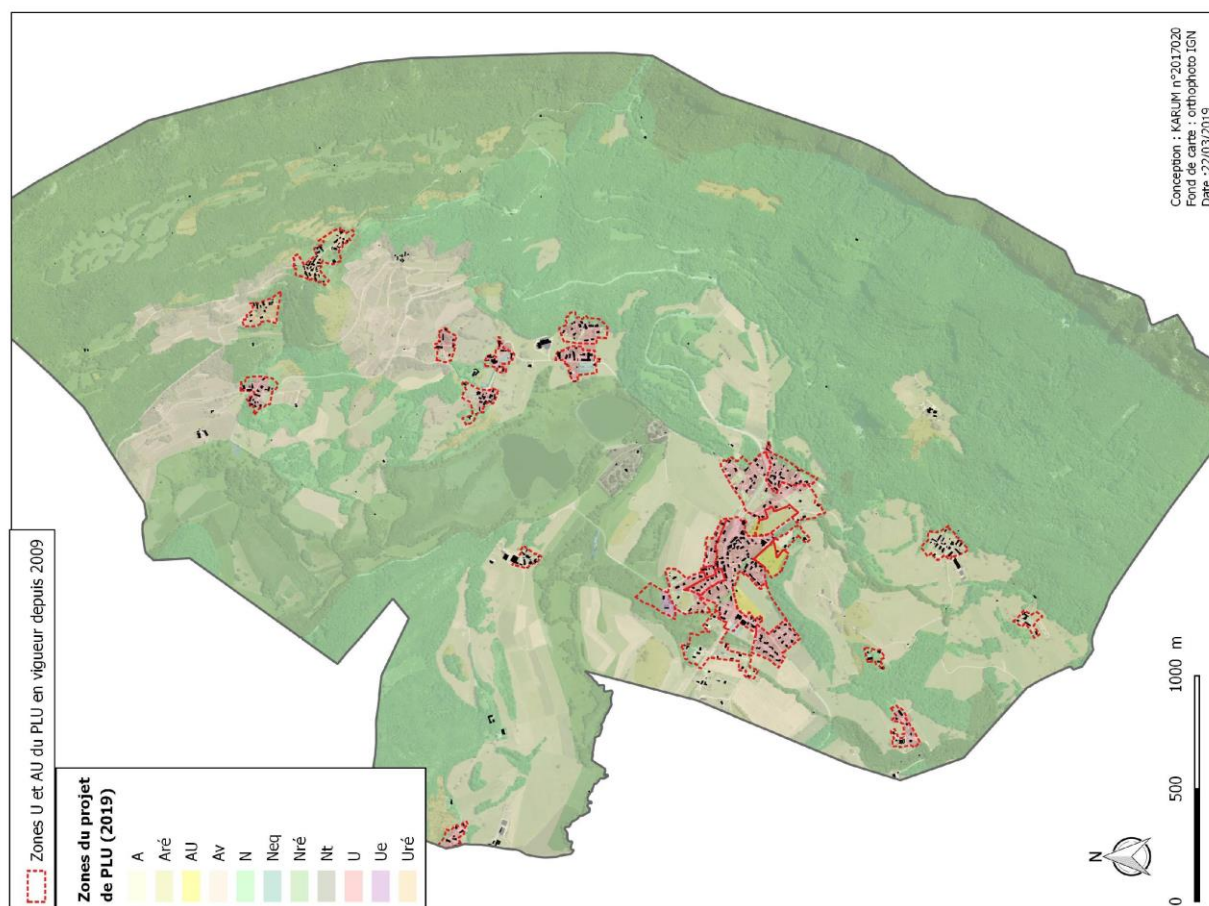
PLU en vigueur (2009)*			Projet de PLU (2019)			Evolution PLU 2009 / PLU 2019 (ha)	
Zones du PLU 2009	Surface (ha)*	% du territoire communal	Zones du projet de PLU	Surface (ha)	% du territoire communal		
U (UA,UD)	44,02	3,47%	U	24,45	1,93%		
			Uré	2,30	0,18%		
UE	1,27	0,10%	Ue	0,48	0,04%		
AU	6,39	0,50%	AU et AUa	2,33	0,18%		
Sous-Total Zones urbanisées ou urbanisables	51,68	4,07%	Sous-Total Zones urbanisées ou urbanisables	29,56	2,33%	-22,12	En forte baisse (-43%)
dont encore disponibles pour l'urbanisation : potentiel en zone U (7 ha)** et en zone AU (5,6ha)	12,60	0,99%	dont disponibles pour l'urbanisation (en 2019) : dents creuses en U (1,7ha) et extensions en AU (2,33ha)	4,03	0,32%	-8,57	En baisse (-68%)
A	228,68	18,02%	A	216,73	17,08%		
As	231,28		Av	64,08	5,05%		
			Aré	29,39	2,32%		En baisse
Sous-Total zones agricoles	459,96	36,25%	Sous-Total zones agricoles	310,20	24,45%	-149,76	(-32%)
N	671,43	52,91%	N	492,34	38,80%		
Nu	2,54		Nt	3,80	0,30%		
NL	8,21		Neq	1,46	0,11%		
Nh	75,13		Nré	431,61	34,01%		En hausse
Sous-Total Zones naturelles	757,31	59,68%	Sous-Total Zones naturelles	929,20	73,23%	+176	(+23%)
dont zones agricoles et/ou naturelles protégées (Nh)	75,13	5,92%	dont zones agricoles et/ou naturelles protégées ("ré")	461,00	36,33%	+384	En très forte hausse (+511%)
TOTAL	1 268,95	100,00%		1 268,96	100,00%		

* d'après le zonage du PLU de 2009 téléchargeable sur <http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr/>

** Estimation des parcelles encore libres sur le zonage du PLU de 2009 (analyse SIG Karum)



Source : <http://www.observatoire.savoie.equipement-agriculture.gouv.fr>



Source : Zonage Infosig / Karum

En termes de densité, le PLU 2019 permet d'optimiser les surfaces des zones ouvertes à l'urbanisation en augmentant significativement la densité moyenne de logements par hectares. Elle est de **19.5 logts/ha** alors que celle observée les 10 dernières années était de 9 lgts/ha.

En termes de consommation d'espace, ceci a une incidence positive puisque la consommation moyenne de terrain par logement est notablement réduite : elle passe de 1100 m²/logt (observée ces 10 dernières années) à une consommation moyenne de **513 m²/logt** sur les 4 ha urbanisables (sans prendre en compte le potentiel de réhabilitations).

Le PLU permet donc de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels en optimisant la densité des surfaces urbanisables.

Evolution des zones agricoles et naturelles

D'un point de vue quantitatif, on remarque une baisse des surfaces classées en zones agricoles (-32%) et une hausse des zones naturelles (+23%). Ceci s'explique par un zonage plus fin des zones boisées et des prairies humides au sein du PLU. Le PLU de 2009 identifiait seulement le marais autour des lacs de Chevelu en zone Nh. Le PLU 2019 y ajoute les zones humides inventoriées, les boisements rivulaires des cours d'eau et les versants boisés en général.

D'un point de vue qualitatif, le PLU induit une meilleure reconnaissance des zones naturelles et agricoles en les différenciant selon les enjeux inhérents à la protection de l'environnement. Aux zones A et N déjà présentes au PLU de 2009 s'ajoutent des zones indicées : Nré et Aré, (pour les réservoirs de biodiversité et les pelouses sèches). Ces zones naturelles et/ou agricoles indicées correspondent à la protection hiérarchisée et spatialisée de 461 ha, soit plus de 36% du territoire communal.

Les zones Av permettent également d'affirmer la valeur agricole et paysagère des secteurs viticoles reconnus au titre de l'INAO (AOC Vin de Savoie et AOC Roussette, crus Monthoux et Jongieux).

Conclusion sur les incidences du PLU par rapport au PLU en vigueur

Le PLU présente des incidences positives sur l'environnement par rapport au scénario « au fil de l'eau » correspondant à la poursuite de la mise en œuvre du PLU en vigueur depuis 2009.

D'un point de vue quantitatif, les zones potentiellement urbanisables sont réduites à 4ha par rapport aux 12.6 ha encore disponibles dans le PLU de 2009, ce qui correspond à une réduction de 68%. Le PLU permet donc de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels en réduisant les surfaces urbanisables et en optimisant leur densité.

D'un point de vue qualitatif, le PLU induit une meilleure reconnaissance des zones naturelles et agricoles en les différenciant selon les enjeux inhérents à la protection de l'environnement avec notamment les zones Nré et Aré.

2.2 Analyse des incidences du PLU par rapport à l'état initial de l'environnement (Etat « T0 »)

Le temps « T0 » correspond à l'état initial de l'environnement avant la mise en œuvre du PLU. La période considérée est idéalement 2017-2018 mais peut remonter à 2015-2016 selon les données disponibles. A l'échelle du territoire communal, cet état initial peut être assimilé à une photographie de l'occupation du sol au temps « T0 ».

D'un point de vue quantitatif, le PLU induit l'urbanisation de **2.33 ha** d'espaces actuellement utilisés pour l'agriculture (les 1.7 ha de dents creuses en zone U sont considérées comme des surfaces enclavées présentant peu d'intérêt agricole ou écologique). Ceci représente une artificialisation potentielle de **0.18%** à l'échelle du territoire communal de Saint Jean de Chevelu.

D'un point de vue qualitatif, le PLU concentre les zones d'extension en continuité avec l'urbanisation existante du principal noyau urbain qu'est le bourg de Chevelu :

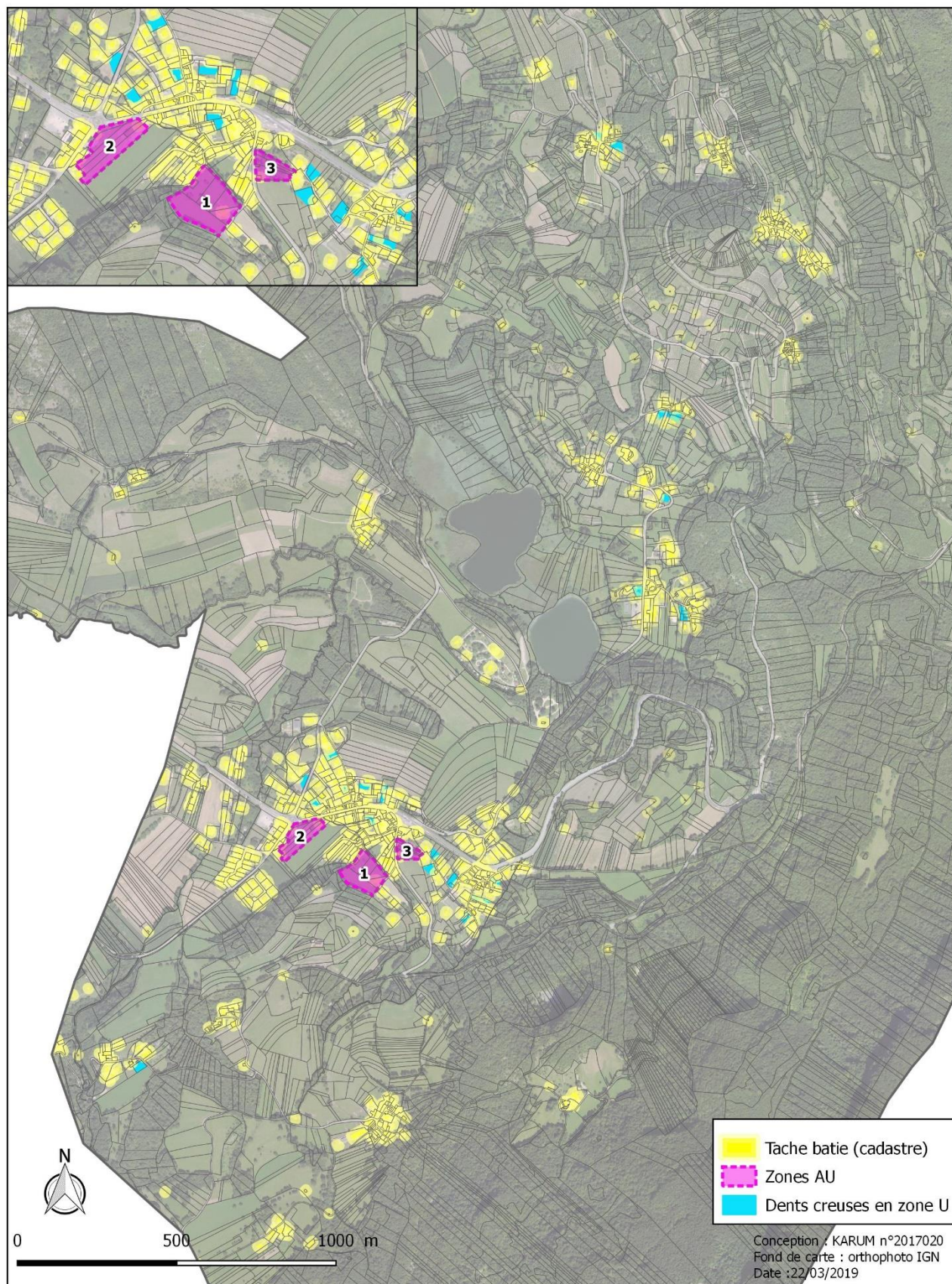
- La zone AUb de la Perrotière : OAP n°1, 1.1 ha (11 253 m²), 19 logts/ha
- La zone AU des Quatre Chemins : OAP n°2, 0.83 ha (8 384 m²), 36 logts/ha
- La zone AUa vers la mairie : OAP n°3, 0.34 ha (3 403 m²), 20,5 logts/ha

Le PLU privilégie la densification de ces zones AU en appliquant une densité moyenne de 25,8 logements/ha, ce qui est supérieur à la densité actuellement observée sur une commune rurale comme St Jean (densité moyenne de 9 logts/ha observée les 10 dernières années). Ceci permet d'optimiser l'urbanisation des zones prévues en extension et de limiter ainsi la consommation des espaces agricoles ou naturels.

Ces zones AU sont localisées sur la carte page suivante en montrant leur implantation en continuité avec l'enveloppe urbaine actuelle du bourg de Chevelu. L'implantation de ces zones AU permet d'éviter toute incidence directe ou indirecte sur les espaces naturels ou agricoles présentant des enjeux particuliers. Sur ce point il faut remarquer que la zone AUa été réduite à la partie nord du tènement initialement identifié afin de ne pas avoir d'incidence sur la présence potentielle d'une pelouse sèche inventoriée plus au sud.

Conclusion sur les incidences du PLU par rapport à « T0 »

Le PLU induit des perspectives d'urbanisation à hauteur de 2.33 ha, ce qui représente une incidence négative sur l'environnement par l'artificialisation de zones actuellement agricoles. Mais cette incidence est considérée comme négligeable au regard de leur consommation limitée en surface à l'échelle du territoire (0.18% de la superficie communale), de leur implantation en continuité directe avec le bourg de Chevelu et de leur optimisation en termes de densité (25,8 lgts/ha).



Localisation des secteurs d'extension de l'urbanisation induits par les zones AU du PLU (en rose).

La Tache bâtie estimée en 2017 est indiquée en jaune (Source : cadastre)

2.3 Analyse des incidences sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable (Zones AU)

Cette partie permet de cibler l'analyse sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable dans le cadre de la mise en œuvre du PLU. Dans le cas de St-Jean, elles correspondent principalement aux 3 nouvelles zones AU ouvertes à l'urbanisation.

- La zone AUb de la Perrotière : OAP n°1, 1.1 ha (11 253 m²), 19 logts/ha
- La zone AU des Quatre Chemins : OAP n°2, 0.83 ha (8 384 m²), 36 logts/ha
- La zone AUa vers la mairie : OAP n°3, 0.34 ha (3 403 m²), 20,5 logts/ha

Ces zones AU sont localisées sur la carte page précédente.

Les dents creuses sont également localisées sur la carte page précédente. Elles couvrent une surface totale de 1.7 ha mais correspondent à des petits tènements dispersés au sein de la tâche urbaine existante. Ces dents creuses, et souvent enclavées, présentent peu d'intérêt en termes d'environnement. Elles ne sont donc pas considérées comme des zones susceptibles d'être touchées de manière notable et ne font pas l'objet d'une évaluation dans le présent dossier.

De même, une OAP n°4 est développée sur une parcelle de 546 m² qui correspond à une dent creuse du hameau de Montmaire. Elle ne pourra accueillir qu'une seule construction et ne correspond pas à une zone AU présentant une surface suffisante pour présenter une incidence environnementale significative à l'échelle du PLU. Elle n'est donc pas étudiée parmi les zones susceptibles d'être touchées de manière notable en termes d'environnement.

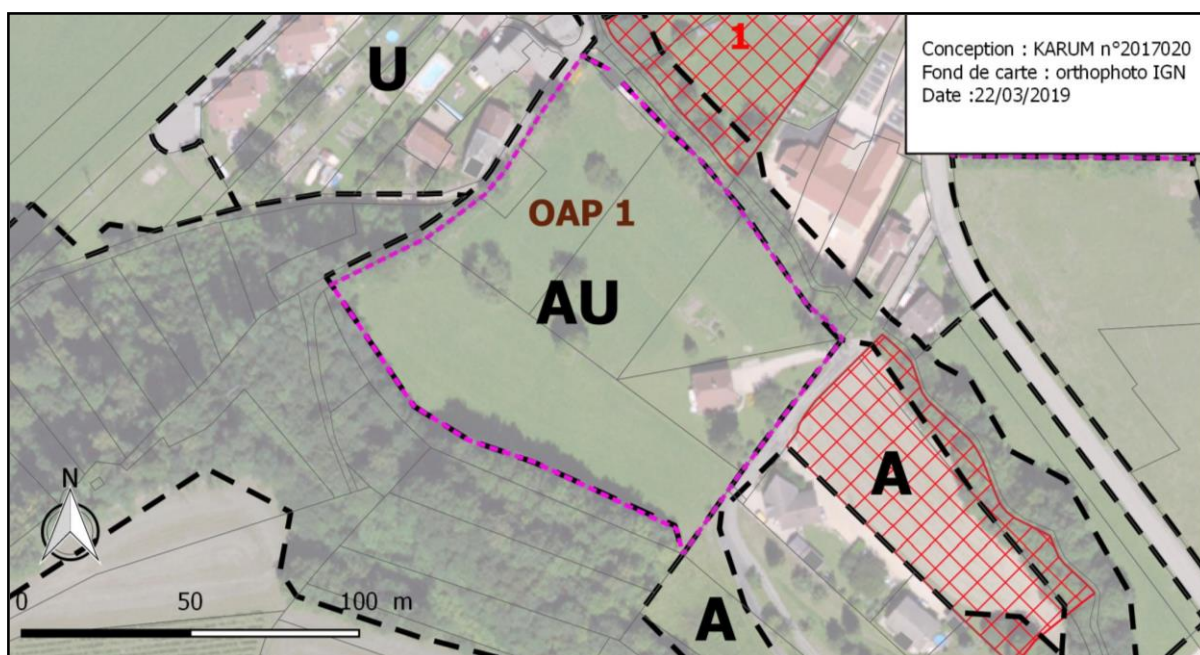
Sont présentés ci-après :

- Les caractéristiques actuelles des zones AU, en tant que zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet de PLU
- Les principes d'aménagement retenus notamment à travers les OAP
- Les incidences potentielles sur l'environnement : positive (+), négative (-) ou négligeable (0)
- Les mesures pour éviter, réduire ou compenser ces incidences : mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)

Zone AUb de la Perrotière

Caractéristiques actuelles

La zone AUb de la Perrotière concerne un tènement d'1.12 ha situé en continuité de l'urbanisation existante au sud de Chevelu et à proximité immédiate des équipements (mairie, salle polyvalente). Il s'agit actuellement d'un espace ouvert entre le versant boisé et le ruisseau des Bruyères. Le tènement correspond en majorité à de la prairie pâturée ou fauchée avec quelques arbres isolés, à l'exception d'une parcelle de 0.11 ha déjà occupée par une maison et son jardin.

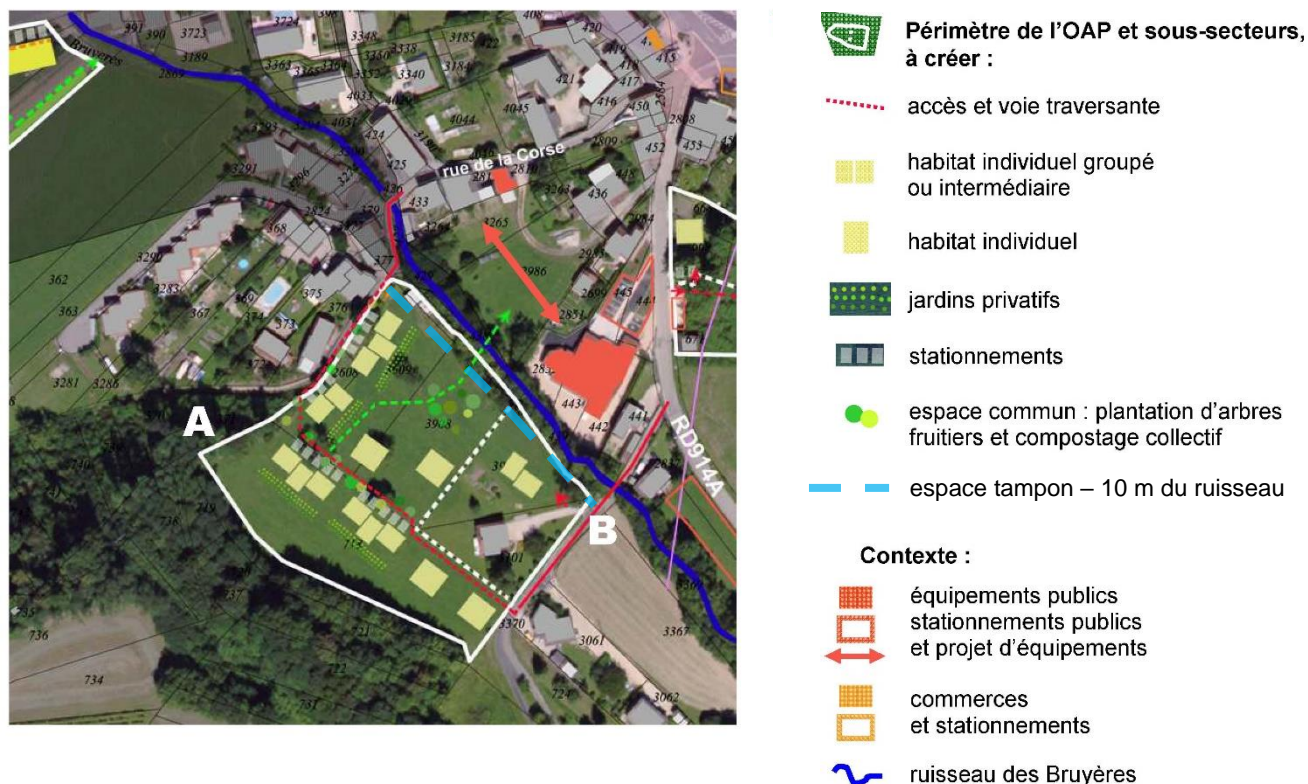


Vue de la zone AUb de la Perrotière depuis le nord-ouest (accès par le chemin de Resou)

Principes d'aménagement

L'OAP 1 précise les principes d'aménagement de la zone localisés dans le schéma suivant :

OAP n°1 sectorielle : renforcer l'urbanisation de Chevelu à proximité des équipements publics



Il s'agit d'une OAP sectorielle imposant un aménagement d'ensemble.

La zone AU sera ouverte à l'urbanisation après modification du PLU **après extension de la station d'épuration de Chevelu.**

L'OAP 1 définit 2 sous-secteurs :

- Sous-secteur A de 0.83 ha 16 logements minimum de type individuels groupés ou intermédiaires
- Sous-secteur B de 0.13 ha avec la maison existante et 2 nouveaux logements jumelés

Voir OAP 1

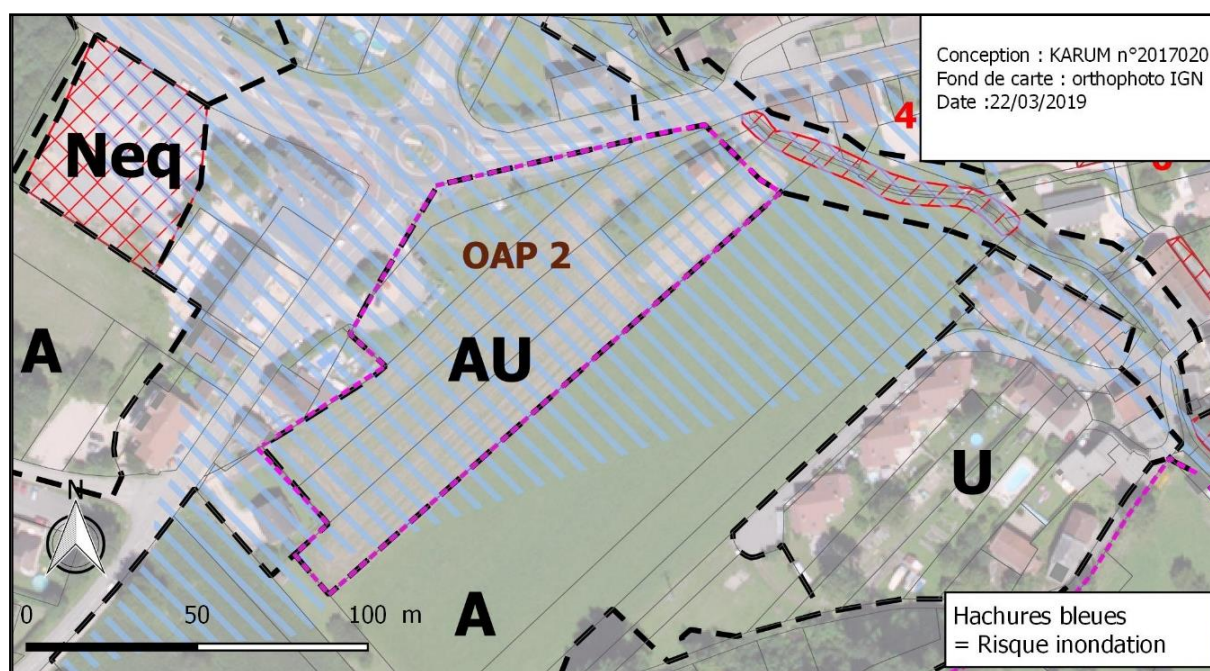
Incidences et mesures environnementales

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
Paysages (0) La zone AU correspond à une extension dans la continuité de l'enveloppe urbaine actuelle entre le quartier Albert Blanc et la rue de la Perrotière. Elle sera intégrée par la trame arborée du ruisseau des Bruyères au nord et le coteau boisé au sud. Elle sera peu perceptible depuis l'extérieur, les voies principales ou les entrées de village.	(e) La trame arborée le long du ruisseau est classée en Nré et la lisière boisée du coteau en N. Ces éléments paysagers sont exclus de la zone AU et des aménagements qui y sont prévus. Ils seront donc préservés.
Espaces naturels et fonctionnalité écologique (0) Le tènement concerné correspond à une prairie qui ne présente pas de sensibilité écologique particulière. Elle n'est pas inventoriée en tant que zone humide ou pelouse sèche. L'emprise de la zone AU n'empiète pas sur le réservoir de biodiversité constitué par le ruisseau des Bruyères et ses berges boisées. Un gué existe déjà au niveau de la traversée du chemin piéton. (0) Certains arbres présents à l'intérieur de la zone devront être défrichés, ce qui correspond à une perte d'habitats, de gîtes ou de sites de nourrissage pour la faune potentiellement présente à proximité du bourg. L'incidence reste négligeable à l'échelle des 5 arbres concernés.	(r) L'espace commun prévu au nord-est de la zone AU permettra de ménager une transition non bâtie avec le ruisseau et de respecter son espace de bon fonctionnement. (r) Les arbres et fruitiers qui seront replantés sur cet espace commun permettront de remplacer les sujets défrichés.
Ressources et pollutions (-) Augmentation des besoins en eau et risque de pollution via les eaux usées des 18 nouveaux logements (-) Augmentation des risques de pollution et de ruissellement des eaux pluviales (-) Augmentation des consommations d'énergie et des déplacements motorisés sur le secteur (-) Augmentation de la production de déchets	(e) Ouverture de cette zone conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (r) Ressource en eau potable et capacité des réseaux d'assainissement collectif suffisantes (r) Collecte, stockage et/ou infiltration des eaux pluviales (selon préconisations du zonage pluvial) et espaces perméables (jardins, espace commun) permettant de réduire le ruissellement et le risque de pollution (r) Cheminements doux et proximité des services permettant de réduire les déplacements motorisés (r) Création d'une aire de compostage collective et proximité de 3 points d'apport volontaire pour ordures ménagères et tri sélectif
Risques et nuisances (0) La zone AU n'est soumise à aucun risque naturel identifié. La configuration topographique du terrain permet d'exclure tout risque d'exposition des futures constructions à un débordement éventuel du ruisseau. (-) La proximité de la salle polyvalente induit une exposition de cette zone à des nuisances sonores occasionnelles.	(r) L'espace commun prévu au nord-est de la zone AU a également pour objectif de ménager un espace tampon limitant la gêne occasionnée pour les futurs logements.

Zone AU des Quatre Chemins

Caractéristiques actuelles

La zone AU des quatre chemins concerne un tènement agricole de 0.83 ha situé au à proximité du carrefour central de Chevelu dit des « Quatre chemins ». La majorité de la surface est actuellement cultivée. Le nord de la zone est occupé par une construction existante. L'interface avec la route départementale est occupée par des aménagements paysagers et une placette de stationnement avec points d'apport volontaire des ordures ménagères et tri sélectif.



Vue de la zone AU depuis le carrefour des Quatre Chemins



Placette avec PAV des déchets et tri sélectif / Surface actuellement cultivée sur la majorité de la zone AU

Principes d'aménagement

L'OAP 2 précise les principes d'aménagement de la zone selon le schéma d'organisation suivant :

OAP n°2 sectorielle : renforcer la centralité de Chevelu par un projet urbain structurant aux Quatre Chemins



Il s'agit d'une OAP sectorielle imposant un aménagement d'ensemble.

La zone AU sera ouverte à l'urbanisation après modification du PLU pour permettre la réalisation des ouvrages contre le risque inondation des ruisseaux des Bruyères et de la Petite Forêt en amont du village de Chevelu et l'extension de la station d'épuration de Chevelu.

L'objectif de cette zone est de renforcer et de structurer la centralité de Chevelu en implantant un minimum de 30 nouveaux logements individuels groupés, intermédiaires et collectifs avec commerces et services en rez-de-chaussée.

Voir OAP 2

Incidences et mesures environnementales

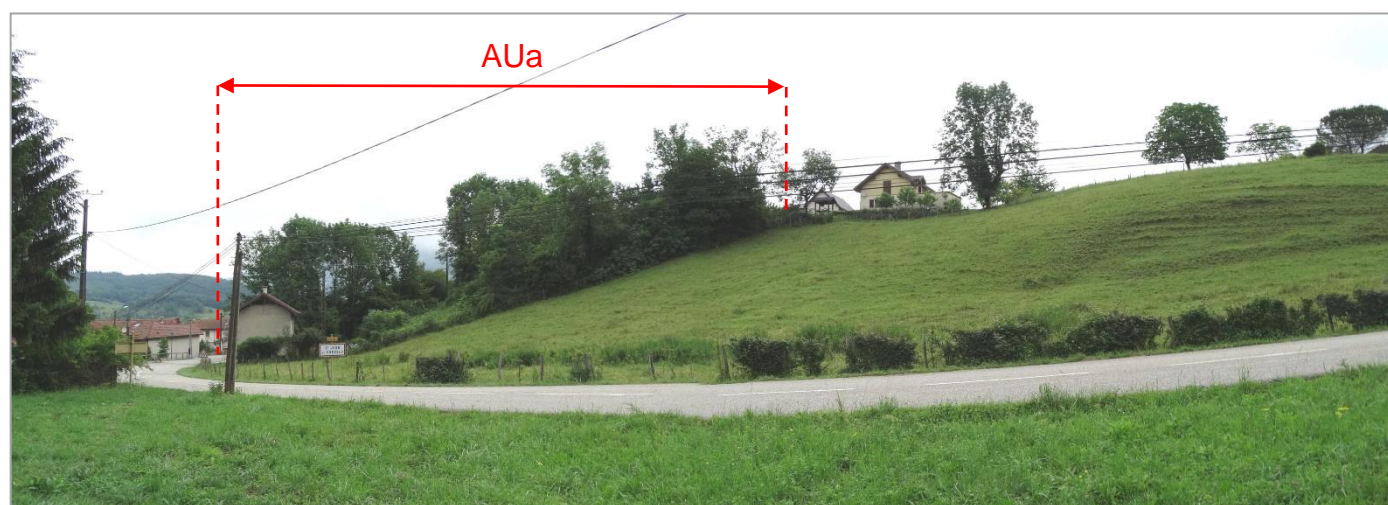
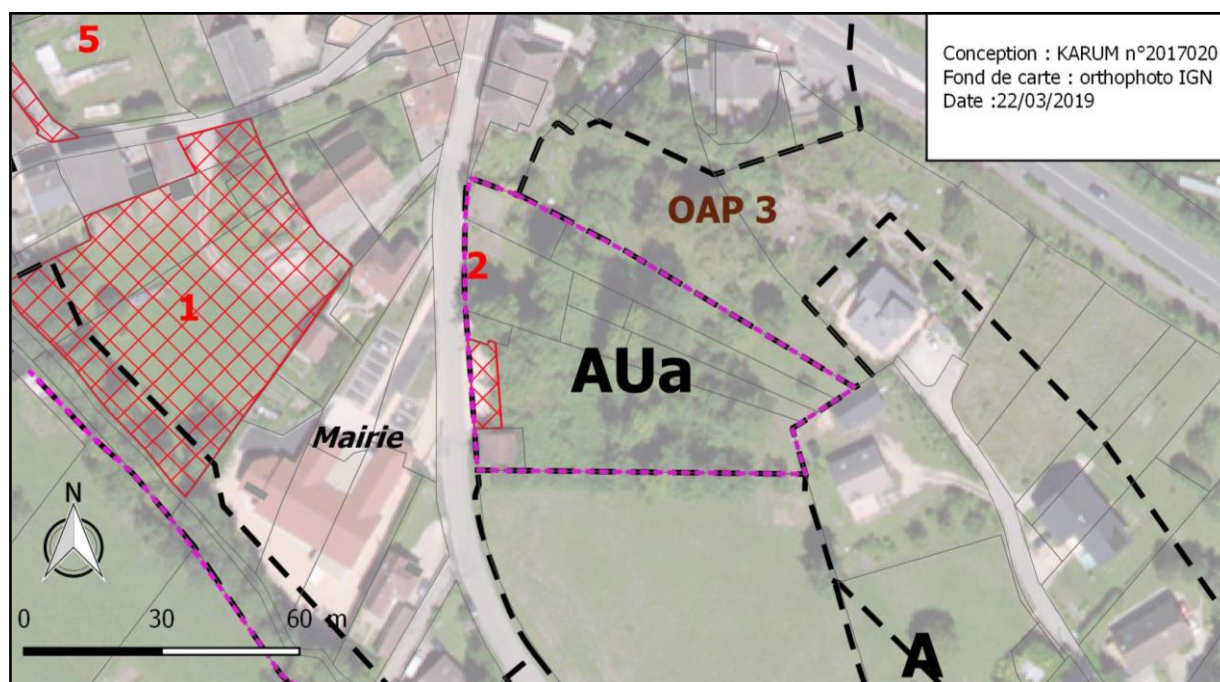
Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
Paysages (+) La zone AU correspond à une extension dans la continuité de l'enveloppe urbaine actuelle et son implantation est cohérente avec l'objectif de renforcement et de structuration de la centralité de Chevelu.	<i>Sans objet</i>
Espaces naturels et fonctionnalité écologique (0) Le tènement concerné correspond à une surface agricole qui ne présente pas de sensibilité écologique particulière. Elle n'est pas inventoriée en tant que zone humide ou pelouse sèche. L'emprise de la zone AU n'empiète pas sur le réservoir de biodiversité constitué par le ruisseau des Bruyères et ses berges au nord de la zone.	<i>Sans objet</i>
Ressources et pollutions (-) Augmentation des besoins en eau et risque de pollution via les rejets des eaux usées des 30 logements (-) Augmentation des risques de pollution et de ruissellement des eaux pluviales (-) Augmentation des consommations d'énergie et des déplacements motorisés sur le secteur (-) Augmentation de la production de déchets	(e) Ouverture de cette zone conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (r) Ressource en eau potable et capacité des réseaux d'assainissement collectif suffisantes (r) Collecte, stockage et/ou infiltration des eaux pluviales (noue localisée dans l'OAP) et surfaces perméables (cheminements, jardins, espace commun) permettant de réduire le ruissellement et le risque de pollution (r) Box pour vélos électriques, cheminements doux et proximité des services permettant de réduire les déplacements motorisés (r) Bon ensoleillement du site réduisant les consommations d'énergie (r) Création d'une aire de compostage collective et proximité immédiate du point d'apport volontaire pour ordures ménagères et tri sélectif
Risques et nuisances (-) Le secteur est soumis à un risque d'inondation lié aux débordements des ruisseaux des Bruyères et de la Petite Forêt (-) Les abords de la RD1504 sont exposés aux nuisances sonores liés à cet axe bruyant	(e) Ouverture de la zone conditionnée par la réhabilitation des berges du ruisseau des Bruyères (ER n°4) et par la réalisation d'un bassin de rétention nécessaire pour prémunir le bourg de Chevelu contre ce risque d'inondation (ER n°3) (r) Les futures constructions devront respecter les normes acoustiques en vigueur. L'implantation des collectifs en bordure de voie permettra de réduire le niveau de nuisances pour le reste de la zone AU

Zone AUa proche de la mairie

Caractéristiques actuelles

La zone AUa concerne un petit tènement de 0.34 ha situé à Chevelu le long de la RD914A en face de la mairie.

Il s'agit actuellement d'un espace semi-boisé faisant le lien entre le centre bourg de Chevelu et l'urbanisation plus diffuse en haut du coteau de Crêt Bolin.

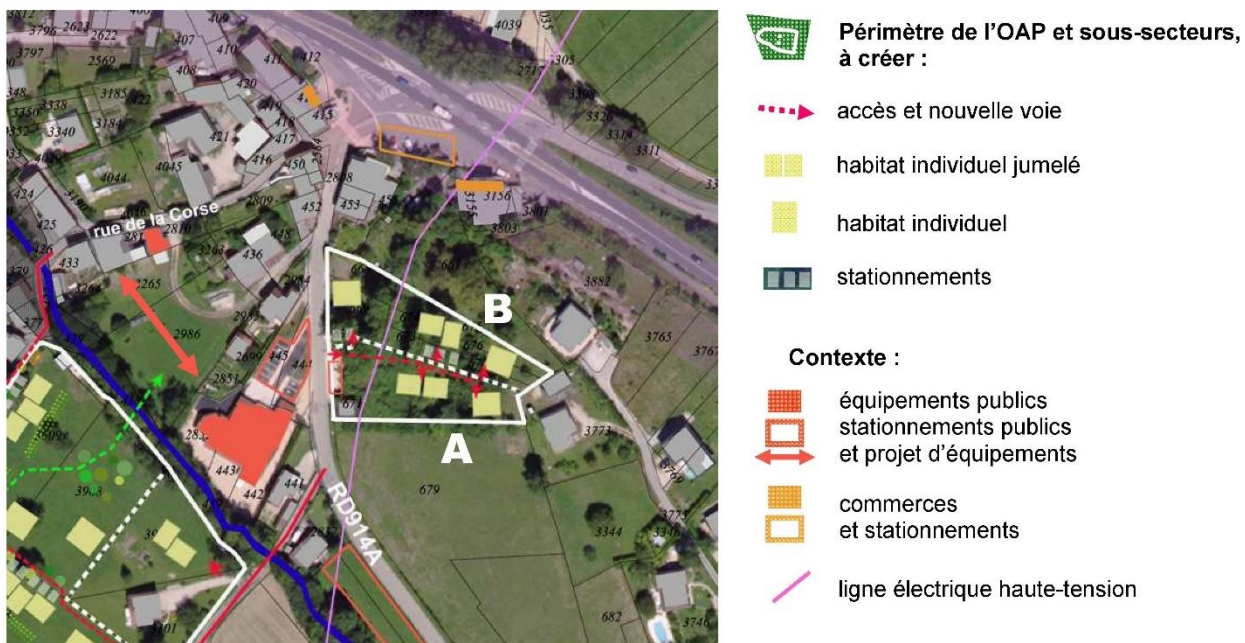


Vue de la zone AUa depuis le sud

Principes d'aménagement

L'OAP 3 précise les principes d'aménagement de la zone AUa selon le schéma suivant :

OAP n°3 sectorielle : renforcer l'urbanisation de Chevelu en face des équipements publics



La zone AUa sera ouverte à l'urbanisation en deux sous-secteurs faisant chacun l'objet d'un aménagement d'ensemble selon l'ordre chronologique A puis B.

L'OAP 3 définit 2 sous-secteurs :

- Sous-secteur A de 0.15 ha avec création de 3 nouveaux logements individuels et jumelés,
- Sous-secteur B de 0.18 ha avec création de 4 nouveaux logements individuels et jumelés.

Voir OAP 3

Incidences et mesures environnementales

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
Paysage (+) La zone AUa correspond à une extension dans la continuité de l'enveloppe urbaine actuelle. Elle sera perceptible depuis la RD914A venant du col du Chat mais elle sera peu perceptible depuis l'entrée Est du village par la RD1504, route la plus fréquentée de la communauté de communes de Yenne. (-) La pente du terrain n'est pas favorable à la bonne intégration des futures constructions dans le paysage	(r) Recommandations d'intégration du bâti dans la pente stipulées dans les dispositions générales du règlement
Espaces naturels et fonctionnalité écologique (0) Le tènement concerné ne présente pas de sensibilité écologique particulière. Il n'est pas inventorié en tant que zone humide ou pelouse sèche. Aucun réservoir de biodiversité ou corridor écologique n'est identifié à proximité. (-) Les boisements présents correspondent à des taillis et fourrés peu qualitatifs. Ils peuvent néanmoins servir de gîtes ou de site de nidification pour l'avifaune potentiellement présente à proximité du bourg.	(e) L'implantation de la zone AUa a été déplacée sur ce site afin d'éviter de porter atteinte à la surface de pelouse sèche inventoriée plus au sud (e) Le défrichement du site devra être réalisé hors période de nidification (après le 15 août, idéalement en automne/hiver) afin d'éviter toute destruction d'individus ou de nids d'oiseaux.
Ressources et pollutions (-) Augmentation des besoins en eau potable et risque de pollution via les rejets des eaux usées des 7 logements (-) Augmentation des risques de pollution et de ruissellement des eaux pluviales (-) Augmentation des consommations d'énergie et des déplacements motorisés sur le secteur (-) Augmentation de la production de déchets	(r) Ressource en eau potable suffisante (r) Ouverture de cette zone conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (r) Collecte, stockage et/ou infiltration des eaux pluviales (selon préconisations du zonage pluvial) permettant de réduire le ruissellement et le risque de pollution (r) Proximité des services permettant de réduire les déplacements motorisés (r) Bon ensoleillement du site réduisant les consommations d'énergie (r) Proximité d'un point d'apport volontaire pour ordures ménagères et tri sélectif
Risques et nuisances (0) La zone AUa n'est soumise à aucun risque naturel ni à aucune nuisance.	<i>Sans objet</i>

Conclusion sur les incidences environnementales des zones AU

Il faut noter tout d'abord que l'implantation des zones AU en continuité avec le bourg de Chevelu permet d'éviter le mitage du paysage et privilégie une intégration cohérente avec le contexte urbain de St-Jean.

Les zones AU ne concernent pas de terrain présentant des sensibilités écologiques particulières. Leurs emprises n'interfèrent pas avec les réservoirs de biodiversité et ne remettent pas en cause la perméabilité des continuités écologiques du territoire.

D'une manière générale, l'urbanisation des zones AU induit des incidences négatives en terme de consommation des ressources (eau potable, énergie...) et de risques de pollutions (assainissement, eaux pluviales, déplacements motorisés...) mais des mesures adéquates sont mises en place dans le règlement et/ou les OAP afin d'éviter ou de réduire ces incidences.

En termes de risques naturels, la zone AU des Quatre Chemins est la seule à être exposée à un risque d'inondation. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réhabilitation des berges du ruisseau des Bruyères au niveau de l'emplacement réservé n°4 et à la réalisation d'un bassin de rétention localisé au niveau de l'emplacement réservé n°3. Ceci correspond à une mesure permettant d'éviter l'exposition des nouveaux logements à ce risque identifié.

2.4 Analyse des incidences du PLU sur les composantes environnementales

Les incidences du PLU sont analysées pour chaque thématique environnementale identifiée dans le diagnostic :

- **Grands paysages** : socle géographique, unités paysagères et éléments structurants
- **Espaces naturels et fonctionnalité écologique** : habitats naturels remarquables et inventaires, espaces protégés et/ou gérés, dynamiques écologiques (trame verte et bleue)
- **Ressources naturelles et pollutions** : Eau potable, eaux usées, eaux pluviales, déchets, climat, énergie et qualité de l'air
- **Risques et nuisances** : risques naturels, nuisances sonores, installations classées et autres pollutions

Sont présentés pour chaque thématique :

- Rappel du contexte de St Jean pour la thématique
- Rappel des orientations du PADD pour la thématique
- Incidences potentielles du PLU et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation mises en œuvre

Incidences sur les PAYSAGES

Rappel du contexte sur St Jean

Les principaux éléments qui caractérisent le paysage de St Jean sont les suivants (cf. synthèse du diagnostic paysager)

- **Socle géographique** : Montagne de la Charnaz, Coteaux calcaires, Crêt de Monthoux, Fond de vallée de la Méline
- **Unités paysagères** : 3 ambiances différentes (Unités 4, 5, et 6)
- **Paysages remarquables** : Site classé, Paysages de vignes, Lacs de Chevelu
- **Éléments paysagers structurants** : Crête et versant boisé de la Charvaz, Coteaux formant un petit cirque, boisements humides de la Méline....
- **Points de vue** : 2 vues emblématiques et 2 vues d'intérêt local
- **Séquences paysagères le long de la RD1504** : bon équilibre entre séquences ouvertes, fermées et bâties,
- **Franges paysagères** : Sur Chevelu, des entrées de ville et des franges paysagères qualitatives mais fragiles à l'est et à l'ouest de Chevelu. Sur St-Jean d'en Haut (abords de l'église), équilibre fragile des petits noyaux bâtis « éclatés » entrecoupés d'ouvertures visuelles sur les lacs
- **Fragilités** : Réseaux aériens en surnombre à Saint-Jean-le-bas, grands panneaux de publicité sur la RD1504.

Rappel des objectifs du PADD

« 2 / Préserver et valoriser le paysage »

Protéger les paysages remarquables, sites reconnus qui portent l'identité du territoire et offrent des ambiances paysagères particulières :

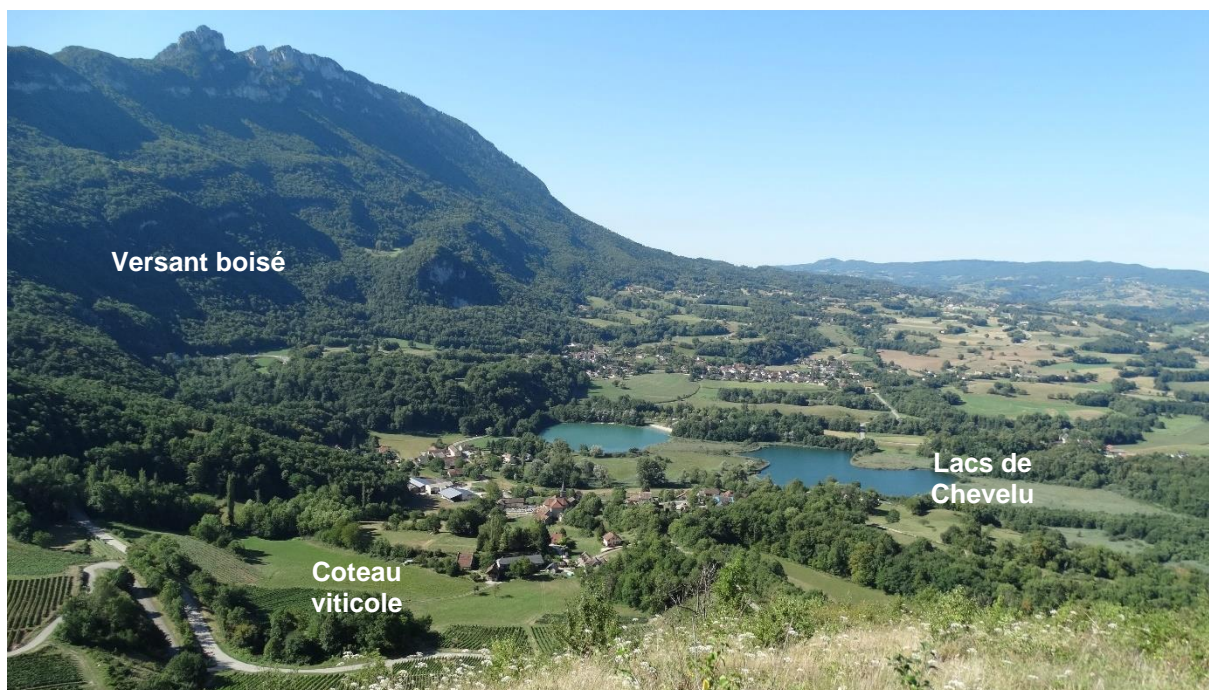
- Les lacs de Chevelu et leurs berges naturelles
- Les paysages de vignes au nord du territoire
- Les éléments repères identitaires tels que le crêt de Monthoux et la montagne de Lierre.

Maitriser l'équilibre entre espaces agricoles, naturels et aménagés afin de permettre la valorisation des différentes ambiances paysagères, la structuration des perceptions et la qualité des zones d'interfaces :

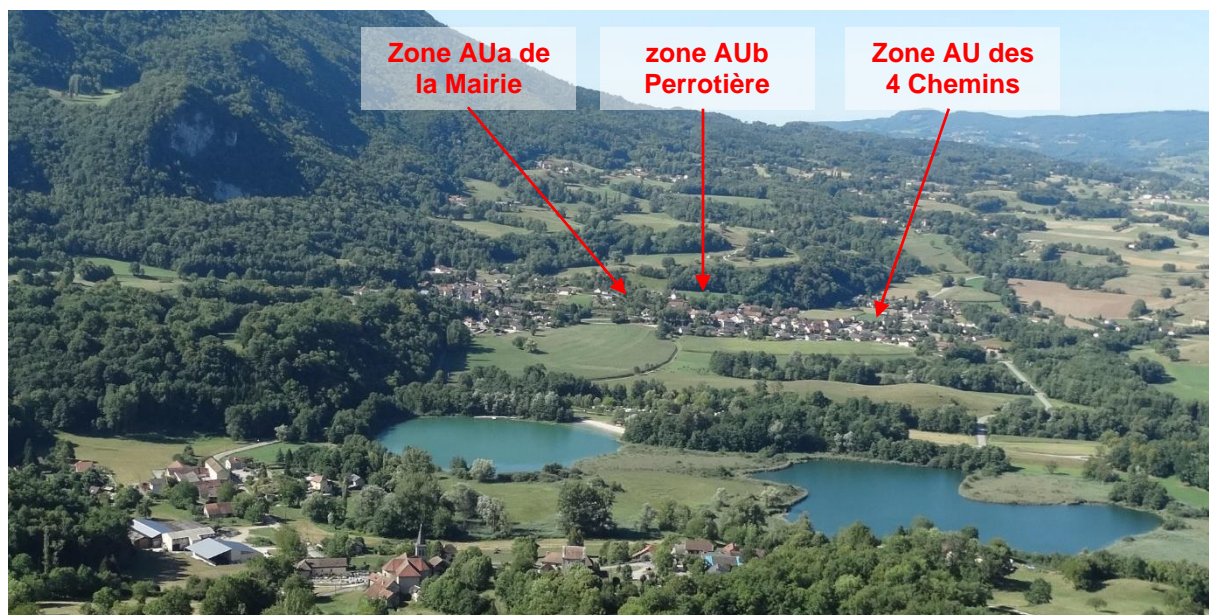
- Préserver les éléments paysagers structurants de tout aménagement interférant avec leur lisibilité : crêtes, coteaux, versants et combes boisées, boisements rivulaires des cours d'eau ; avec les espaces agricoles ouverts, ils garantissent la structuration paysagère du territoire au même titre que la trame verte et bleue qui en assure la structuration écologique.
- Valoriser les points de vue remarquables dans le PLU et les utiliser comme support d'évaluation de l'intégration paysagère des projets de développement.
- Aménager de manière qualitative les franges paysagères et les entrées de ville.
- Maintenir les coupures d'urbanisation entre les hameaux
- Renforcer l'alternance des séquences paysagères ouvertes, fermées et bâties le long de la RD1504 afin de favoriser leur mise en scène, que ce soit dans un objectif de découverte touristique ou de valorisation des paysages vécus au quotidien.

A l'échelle de chaque projet, favoriser l'intégration paysagère des nouvelles constructions en préconisant :

- Une démarche de composition des projets qui s'appuie sur les éléments paysagers du site (relief, trame arborée, perspectives...) pour qualifier l'implantation et l'intégration des constructions.
- L'aménagement de limites de propriété cohérentes avec le paysage alentour : valorisation de la trame arborée existante et des motifs locaux (murets, végétation bucolique, haies champêtres, clôtures agricoles ...)



Panorama depuis Monthoux (un des points de vue d'intérêt de St Jean) : la protection des paysages remarquables (lacs de Chevelu, coteau viticole...) et des éléments paysagers structurants (versant boisé, trame arborée) est affirmée dans la cadre du PLU



Zoom sur le bourg de Chevelu : la localisation des zones AU est cohérente avec le contexte urbain et sera favorable à leur intégration paysagère

Incidences du PLU et mesures environnementales

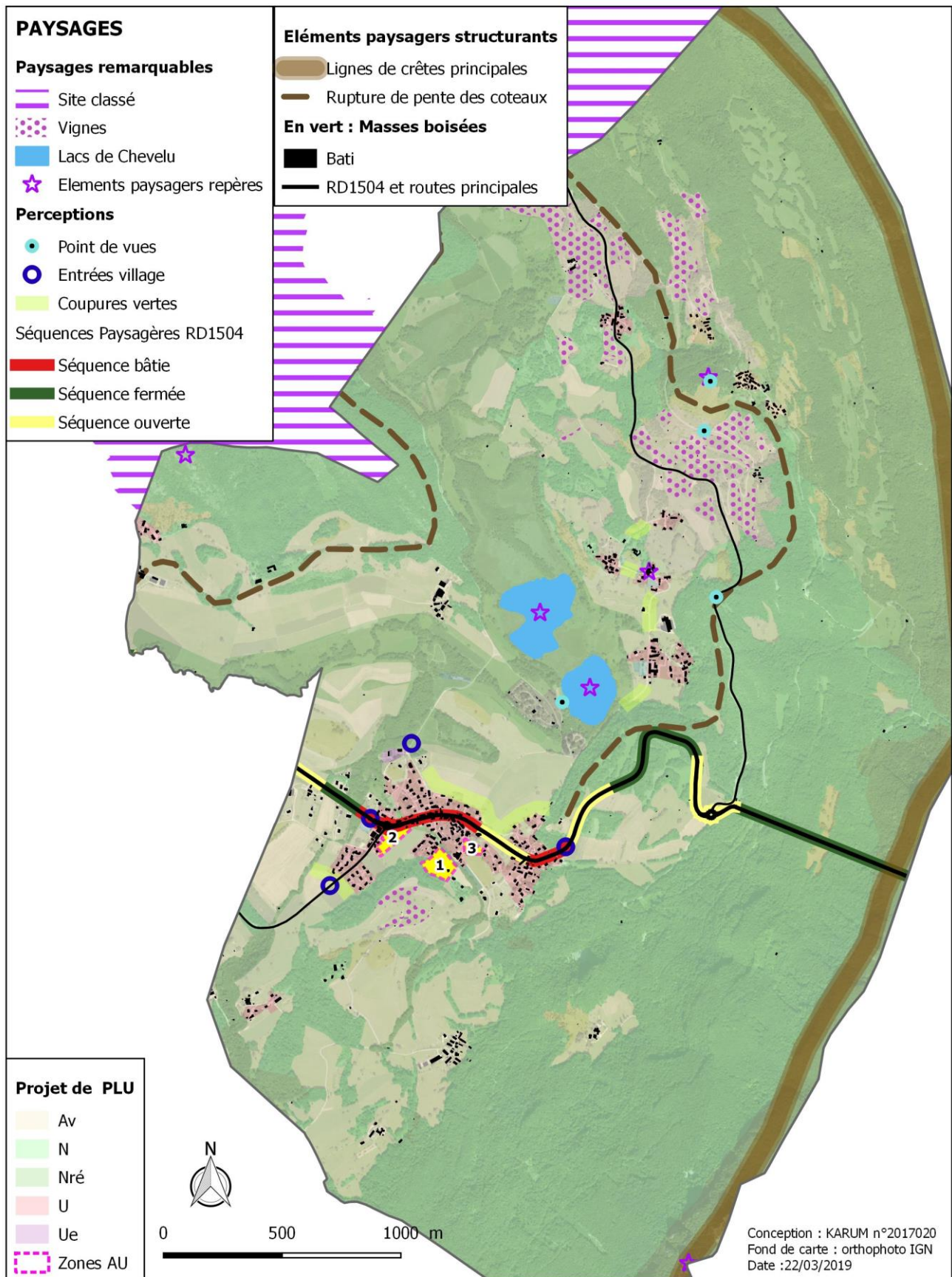
Sur les PAYSAGES

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
<p>(+) Les paysages remarquables sont préservés par un classement en zone Av (paysage de vignes dans le prolongement du site classé au nord) ou Nré (Crêt de Monthoux, Lacs). Les berges naturelles des lacs sont préservées. Le PLU n'autorise aucune extension de l'urbanisation sur un périmètre de 300 m autour des lacs en dehors de l'enveloppe urbaine des hameaux et des aménagements déjà existants (comme le camping, le parking et la plage).</p> <p>(+) Les éléments paysagers structurants (crêtes, coteaux, versants et boisements rivulaires des cours d'eau) sont protégés par un classement en zone N ou Nré.</p> <p>(0) Les coupures d'urbanisation entre les hameaux et autour de Chevelu sont maintenues en zone A, Av ou N, ce qui permet également de préserver les entrées de village et l'alternance des séquences ouvertes, bâties et boisées le long de la Rd1504.</p> <p>(+) Les points de vue d'intérêt sont préservés et la vue sur les lacs sera valorisée par un projet de belvédère (ER n°17) et le maintien du cône de vue en zone Aré.</p> <p>(0) L'intégration paysagère des zones AU sera favorisée par leur implantation cohérente avec le contexte urbain de Chevelu.</p>	<p>(e) Implantation des zones AU en continuité avec le bourg de Chevelu afin d'éviter le mitage du paysage des coteaux</p> <p>(r) Recommandations d'intégration du bâti dans la pente spécifiées dans les dispositions générales</p> <p>(r) Définition de règles de hauteur, de volumétrie et d'implantation cohérentes avec le bâti traditionnel</p> <p>(r) Règlement de toutes les zones privilégiant les éléments filtrants pour les clôtures</p> <p>(r) Haies mono-spécifiques interdites et haies champêtres recommandées pour l'intégration paysagère</p> <p>(r) Végétalisation de 50% minimum des espaces non construits de la parcelle</p> <p>(r) Plantation d'arbres fruitiers imposée pour toute opération de 4 logements minimum</p>

Conclusion sur les incidences du PLU sur les paysages

Le PLU présente des incidences majoritairement positives en termes de protection des paysages remarquables et des éléments naturels qui les structurent. L'incidence des zones AU est négligeable sur la perception globale du paysage grâce à leur implantation cohérente dans la continuité du bourg de Chevelu. L'intégration paysagère des futures constructions est favorisée par les mesures de réduction intégrées au règlement du PLU.

La carte page suivante permet de visualiser la prise en compte des objectifs cartographiables concernant les paysages en superposant la carte du PADD avec le plan de zonage du PLU.



Superposition du plan de zonage du PLU avec la carte « Paysages » du PADD

Incidences sur les ESPACES NATURELS ET leur FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE

Rappel du contexte sur St Jean

La commune de St Jean de Chevelu, également traversée par un axe routier important d'est en ouest, est composée d'un secteur urbanisé au sud-ouest de la commune. Par ailleurs, l'urbanisation est assez éparse avec d'importantes surfaces naturelles. Les zones naturelles se trouvent essentiellement au nord avec la présence de **réservoirs de biodiversité** et d'un **APPB**, mais également au sud-est de la commune. Plusieurs linéaires de cours d'eau abritent l'Ecrevisse à pieds blancs, espèce protégée. De plus, la commune est riche en **zones humides** avec la présence d'une grande tourbière, le marais de Chevelu et de la Méline.

- 1 zone Natura 2000 « Réseau de zones humides, landes, pelouses et falaises de l'avant pays savoyard »
- 1 APPB « Lacs et marais de St Jean de Chevelu »
- 5 zones humides dont 1 tourbière ;
- 3 cours d'eau classés ;
- 44 pelouses sèches ;
- 25 espèces animales patrimoniales ;
- 19 espèces végétales protégées ;
- 5 espèces végétales invasives.



Rappel des objectifs du PADD

«1/Préserver les espaces naturels supports de biodiversité »

Protéger les réservoirs de biodiversité et les milieux naturels remarquables :

- Les espaces protégés ou inventoriés comprenant l'APPB « Lacs et marais de Saint-Jean-de-Chevelu » et les zones Natura 2000 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard », les zones humides et la ZNIEFF de type 1... Il s'agit à la fois de garantir leur protection via le zonage du PLU mais aussi d'assurer la cohérence du règlement avec les mesures de gestion de ces espaces protégés.
- Les milieux naturels remarquables, en particulier les zones humides, les tourbières et les pelouses sèches (favoriser leur entretien pour ces dernières)
- Les cours d'eau classés qui correspondent à la majorité des cours d'eau du territoire : la Méline et ses affluents.

Préserver les espaces nécessaires au bon fonctionnement écologique du territoire dans un objectif de maintien de sa perméabilité et de son équilibre global :

- Les corridors écologiques qui permettent le déplacement de la faune terrestre entre les réservoirs de biodiversité
- Les massifs boisés comme le versant du mont du Chat et la montagne de la Charvaz, les boisements rivulaires des cours d'eau et les îlots boisés au sein des espaces agricoles
- Les espaces de bon fonctionnement des zones humides
- Les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau avec a minima le respect d'un recul de 10 mètres de part et d'autre des berges.

A l'échelle de chaque projet :

- Veiller à ne pas impacter les espèces protégées,
- Favoriser la biodiversité au sein de la « nature ordinaire » en privilégiant, par exemple, la perméabilité du tissu bâti, le maintien de la trame arborée existante (haies, vergers, arbres isolés...), la plantation d'essences locales et mellifères dans les haies ...
- Participer à la lutte contre les plantes invasives identifiées sur le territoire en communiquant sur les méthodes évitant leur propagation.

Incidences du PLU et mesures environnementales

Sur les ESPACES NATURELS et leur FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
<p>(+) Les espaces naturels considérés comme réservoirs de biodiversité (site Natura 2000, APPB, ZNIEFF 1, zones humides, cours d'eau classés, pelouses sèches) sont très majoritairement protégés par un classement en zone Nré ou Aré.</p> <p>(0) Pour les parcelles de vigne labélisées AOC et situées au sein des réservoirs de biodiversité (car en ZNIEFF de type 1), le PLU a privilégié le classement Av. Cette surface de 15.8 ha correspond à 3.6% des réservoirs de biodiversité de la commune. Toute construction étant interdite dans cette zone sauf si nécessaire à l'exploitation viticole, l'incidence sur la ZNIEFF et les réservoirs de biodiversité est considérée comme négligeable. Ce choix répond par ailleurs aux exigences de la chambre d'agriculture et de l'INAO.</p> <p>(0) Le PLU a également tenu compte de l'occupation actuelle de certains secteurs situés en réservoirs de biodiversité : le camping, les 2 STEP, les hameaux de Monthoux et Taba. Ils ont été classés respectivement en Nt, Neq ou Uré afin de permettre les aménagements, constructions et ouvrages liés à leur vocation actuelle. Sachant qu'il s'agit d'espaces déjà aménagés, l'incidence sur la biodiversité des réservoirs est considérée comme négligeable.</p> <p>(+) La protection des cours d'eau est affirmée par un zonage en Nré des abords des cours d'eau classés et un zonage N pour les autres. Les espaces de bon fonctionnement hydrologique des cours d'eau sont ainsi préservés de toute nouvelle construction.</p> <p>(+) La protection des zones humides inventoriées est renforcée par un repérage spécifique au zonage associé à un règlement adapté.</p> <p>(0) L'espace bon fonctionnement des zones humides (très vaste sur St Jean) est majoritairement classé en Nré, N, Aré, Av, ou en A. Dans les hameaux concernés par cet espace (Les Pigeons, St Jean, nord de Chevelu et Servagette, la Platière, Montmaire, Champrond, Bergin) aucune zone AU n'est implantée. Seules quelques dents creuses pourront être construites.</p> <p>(0) Deux exploitations agricoles situées en zone Nré font l'objet de STECAL afin de permettre le maintien et la pérennisation des activités de viticulture et de pastoralisme actuelles, ces activités participant à l'entretien des espaces ouverts nécessaires à la diversité écologique des réservoirs. Le périmètre des STECAL couvrant les abords directs des bâtiments existants déjà usités pour l'activité, leur aménagement potentiel n'aura pas d'incidence significative.</p>	<p>(c) La surface totale cumulée de l'ensemble des secteurs non classés en Nré (vignoble AOC, camping, STEP, hameaux) est « compensée » par le classement de 26.4 ha d'espaces naturels boisés situés entre le col du Chat et une zone de réservoir de biodiversité autour de la Dent du Chat qui resterait isolée sans ce secteur de « compensation ».</p> <p>(e) Les secteurs déjà construits ou aménagés non classés en Nré ne présentent pas de milieux naturels remarquables ou favorables aux espèces protégées tant floristiques que faunistiques. Ils n'ont dans pas de valeur de réservoirs de biodiversité.</p> <p>(r) Les hameaux de Monthoux et Taba sont classés en zone U indicée « ré » afin de spécifier un règlement cohérent avec l'aspect architectural de ces hameaux et de favoriser la perméabilité des clôtures. Seules deux dents creuses permettent de nouvelles constructions au sud de Taba. Elles restent incluses au seins de la tache urbaine du hameau.</p> <p>(e) Règlement de toutes les zones interdisant « toute construction, remblais, déblais ou dépôt de matériaux à moins de 10 mètres du sommet des berges d'un cours d'eaux ».</p> <p>(e) Pour les zones humides repérées au zonage, interdiction de mise en eau, exhaussement, affouillement, dépôts, sauf travaux et ouvrages nécessaires à une gestion écologique justifiée de la zone humide. Leur drainage est aussi interdit.</p> <p>(r) Le respect des prescriptions de la notice « Eaux pluviales » permet de favoriser la bonne gestion de ces dernières avant restitution au milieu naturel, ce qui permet d'éviter toute perturbation du fonctionnement hydraulique des zones humides et de limiter les risques de pollutions indirectes.</p>

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
<p>(+) Les pelouses sèches sont protégées par un zonage Aré tout en affirmant leur vocation agro-apstorable afin de favoriser leur entretien et le maintien des milieux ouverts.</p> <p>(+) Les corridors écologiques localisés par le SCOT sont repérés au zonage du PLU en tant que principaux secteurs de continuités écologiques. Le PLU garantit le maintien de leur perméabilité écologique par un classement en zones N, A ou Av et par un règlement assurant la perméabilité des clôtures.</p> <p>(0) Dans ces secteurs de continuités écologiques, seules les zones A et Av permettent de nouvelles constructions agricoles ou viticoles. Le cas échéant, l'incidence d'une nouvelle construction sur la perméabilité de l'espace est considérée comme négligeable. Le maintien de l'activité agricole s'avère par ailleurs nécessaire à l'entretien des espaces ouverts qui participent à l'attractivité de ces corridors pour la faune sauvage.</p>	<p>(e) Seul l'ER n°17 pour l'aménagement d'un belvédère sur les lacs se situe sur zone inventoriée comme pelouse sèche. Il a été vérifié sur site que l'emprise de ce projet de belvédère ne correspond pas à ce type de milieux. Il s'agit d'une terrasse déjà aménagée.</p> <p>(r) Clôtures autorisées au sein des espaces de continuités écologiques à conditions qu'elles permettent la libre circulation de la faune sauvage (hauteur de 1,20 mètre maximum, espace libre de 15 cm entre le sol et le bas de la clôture).</p> <p>(e) Implantation des zones AU en continuité avec l'existant afin de favoriser la perméabilité écologique du territoire</p> <p>(e) Implantation des zones AU sur des secteurs non favorables aux espèces protégées tant floristiques que faunistiques</p> <p>(r) Haies champêtres recommandées pour favoriser la biodiversité</p> <p>(r) Règlement interdisant la plantation des plantes invasives et incitant à la lutte contre leur prolifération</p>

Conclusion sur les incidences du PLU sur les espaces naturels

Les incidences du PLU sur les espaces naturels sont négligeables ou positives dans le sens où il renforce leur protection par un zonage hiérarchisé permettant à la fois le repérage des différents types d'espaces naturels (Nré, N, zones humides, continuités écologiques) et l'application d'un règlement adapté à la fonction écologique de chacun.

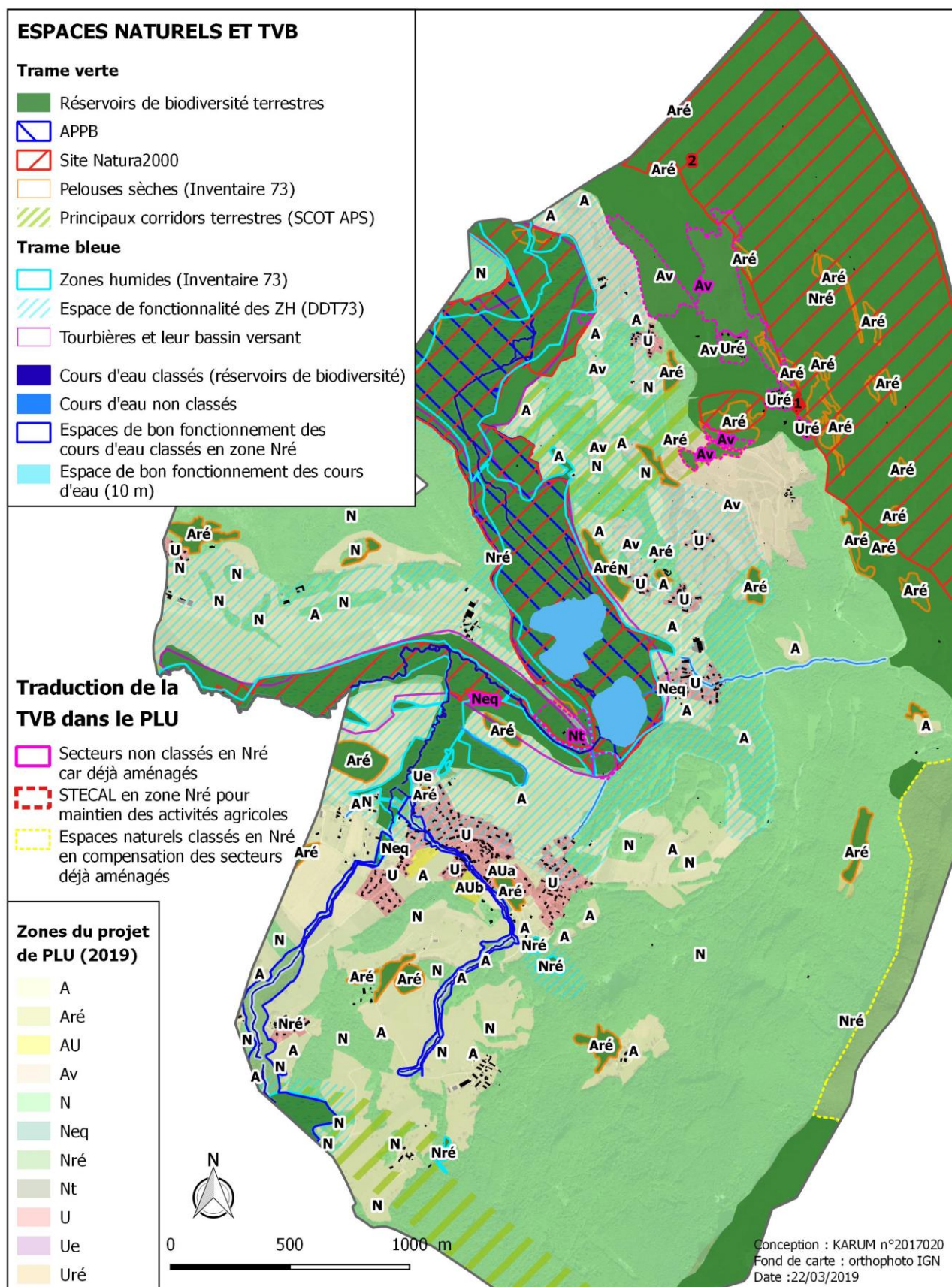
Les réservoirs de biodiversité sont très majoritairement protégés par un classement en zone Nré ou Aré. Sur quelques secteurs déjà aménagés, le PLU privilégie un zonage plus cohérent avec leur vocation et occupation actuelles : Vignoble AOC en Av, stations d'épuration en Neq, Camping en Nt, Hameaux de Taba et Monthoux en Uré.

Le PLU propose ainsi une traduction de la Trame Verte et Bleue (cartographiée à l'échelle supra-communale) plus cohérente avec la réalité du contexte local. Sachant qu'il s'agit d'espaces déjà aménagés, l'incidence sur la biodiversité des réservoirs est considérée comme négligeable. Le PLU permet par ailleurs le classement de 26.4 ha d'espaces naturels boisés situés entre le col du Chat et une zone de réservoir de biodiversité autour de la Dent du Chat qui resterait isolée sans ce secteur de « compensation ».

Ainsi, le PLU permet d'affirmer la vocation de réservoirs de biodiversité sur les espaces naturels les plus remarquables et assure le maintien des principales continuités écologiques.

La carte page suivante permet de visualiser la prise en compte des objectifs cartographiables concernant les espaces naturels en superposant la carte du PADD avec le plan de zonage du PLU.

Superposition du plan de zonage du PLU
avec la carte « Espaces naturels et fonctionnalité écologique » du PADD



Incidences sur les RESSOURCES ET POLLUTIONS

Rappel du contexte sur St Jean

Alimentation en Eau potable (AEP) :

- 2 captages d'eau potable avec DUP en cours pour délimiter des périmètres de protection.
- Bonne qualité de l'eau mais système de traitement à améliorer pour la source Jacquet
- Ressource suffisante pour répondre aux besoins de développement sachant qu'un secours existe en cas d'étiage de la source Jacquet

Assainissement collectif (AC) : 360 habitations raccordées au total

- SDA et plans des réseaux mis à jour en 2019 (annexes sanitaires)
- Capacité de la STEP du chef-lieu de 900EH suffisante pour les 660 EH permanents mais peut atteindre sa capacité maximale en période estivale (camping). Extension de 400EH prévue
- Capacité de la STEP de Champrond de 100 EH avec encore de la marge par rapport aux 40 EH raccordés.

Assainissement non collectif (ANC) : 36 habitations en ANC

Gestion des eaux pluviales : étude réalisée en 2019 (annexes sanitaires)

Gestion des déchets : 6 points d'apport volontaire pour les ordures ménagères et 2 pour le tri sélectif

Climat, Air et Energie :

- Commune sensible en termes de qualité de l'air (SRCAE) et air non traité en sortie du tunnel du Chat
- 3 chaudières communales alimentées par des plaquettes de bois fabriquées sur la commune
- Potentiel intéressant en sources d'énergie renouvelables (solaire, bois, géothermie, hydroélectricité...)

Rappel des objectifs du PADD

« 7/Limiter les risques, les nuisances et les pollutions »

Limiter les pollutions :

- Préserver la qualité de la ressource en eau potable grâce à la protection des captages dans le cadre du PLU en prenant en compte les DUP en cours.
- Inscrire les perspectives de développement en adéquation avec les capacités des STEP en tenant compte le programme de travaux d'amélioration de la STEP de la Corne (2020-2023) conformément à la Notice d'Assainissement qui a permis de mettre à jour le zonage d'assainissement et le Schéma Directeur de 2003.
- Limiter le développement sur les secteurs en assainissement non collectif où la mise en place de systèmes conformes aux normes en vigueur s'avère difficile au regard des contraintes du milieu.
- Limiter l'imperméabilisation des sols et, si nécessaire, prévoir la mise en place de systèmes d'infiltration ou de rétention des eaux pluviales.
- Faciliter l'accès aux points de collecte et de tri des déchets

Dans l'objectif de favoriser les économies d'énergie et de limiter les sources de pollutions de l'air, il s'agit de privilégier :

- l'implantation des zones d'urbanisation à proximité des services
- l'aménagement de cheminements piétons et le développement d'alternatives aux déplacements motorisés
- les apports solaires passifs et le développement de systèmes de production d'énergies renouvelables intégrés
- les projets d'énergies vertes sous réserve de leur compatibilité avec les contraintes du territoire.

Incidences du PLU et mesures environnementales

Sur les RESSOURCES ET POLLUTIONS

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
<p>Sur la ressource en eau potable</p> <p>(0)</p> <p>Les perspectives de développement du PLU s'inscrivent en adéquation avec la ressource en eau potable disponible pour les captages de Champrovent et source Jacquet (partagé avec La Chapelle et Ontex). En effet, la perspective démographique du PLU est de 1020 habitants à l'horizon 2030 et induit un besoin estimé à 210 m³/j, ce qui reste inférieur aux besoins estimés pour St Jean dans le cadre de la mise à jour du SDAEP et surtout ce qui reste inférieur à la ressource disponible de 656 m³/j des 2 captages (cf. notes 1 page suivante).</p>	<p>(e)</p> <p>Objectif de développement du PLU raisonné et maîtrisé (200 habitants supplémentaires, environ 94 logements à créer) ce qui permet de limiter fortement la consommation des ressources et les pollutions potentiellement générées par l'urbanisation.</p> <p>(e)</p> <p>Les deux captages qui alimentent la commune font l'objet d'une procédure de DUP pour définir leurs périmètres de protection. Cette procédure est en cours depuis 2017 mais des investigations complémentaires sont nécessaires. Dans l'attente le PLU préserve les abords des captages en zone N.</p>
<p>Sur l'assainissement des eaux usées</p> <p>(0)</p> <p>Les perspectives de développement du PLU à court terme (dents creuses) restent inférieures aux capacités de la STEP de la Corne (de 900 EH) et de celle de Champrond (100 EH).</p> <p>(0)</p> <p>Les potentialités de développement à plus long terme (zones AU strict des 4 chemins, AUa et AUb) sont en adéquation avec le projet d'extension de la STEP de la Corne portant sa capacité à 1300 EH. En effet le nombre de nouveaux habitants envisagés par le PLU est de 94. L'extension à 1300 EH permettra également de mieux gérer la charge excédentaire liée à la fréquentation estivale du camping.</p> <p>(0)</p> <p>Les secteurs urbanisables se situent majoritairement en zone d'assainissement collectif (zones AU et dents creuses de Chevelu, Servagette, St Jean, les Pigeons, Champrond). Les hameaux en assainissement non collectif présentent peu de possibilités de constructions (2 dents creuses).</p>	<p>(e)</p> <p>Ouverture des trois zones AU conditionnée par la réalisation des travaux d'amélioration du fonctionnement de la STEP de la Corne (prévus entre 2020 et 2023 selon diagnostic réseau et nécessité d'extension)</p> <p>(e)</p> <p>Implantation des zones AU privilégiée en zone d'assainissement collectif</p> <p>(r)</p> <p>Faisabilité vérifiée avec le SPANC pour des systèmes d'assainissement non collectif conformes sur les autres hameaux non desservis par l'assainissement collectif.</p>
<p>Sur la gestion des eaux pluviales</p> <p>(-)</p> <p>L'urbanisation prévue induit une incidence négative inévitable en termes d'imperméabilisation des sols (emprise du bâtiment et voie d'accès si traitée en enrobé). L'incidence sur le risque ruissellement et de pollution des eaux pluviales reste néanmoins limitée au regard des surfaces restreintes ouvertes à l'urbanisation (4 ha, dents creuses comprises).</p>	<p>(r)</p> <p>Récupération, rétention ou infiltration des eaux pluviales à la parcelle imposées dans le règlement du PLU selon les prescriptions de la notice Eaux pluviales.</p> <p>(r)</p> <p>Obligation de végétaliser au moins 50% des espaces non construits de la parcelle. Les surfaces imperméabilisées induites par le PLU seront donc inférieures à 2 ha (50% de 4 ha)</p> <p>(r)</p> <p>L'OAP 2 impose la réalisation d'une noue pour la gestion naturelle des eaux pluviales de la zone AU des 4 chemins</p>

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
Sur la gestion des déchets (0) 6 points d'apports volontaires sont disponibles à proximité des zones U et AU, dont 2 permettant de favoriser le tri sélectif.	(r) Les OAP et le règlement impose la création d'une aire de compostage collectif pour 2 des zones AU et pour toute opération de 4 logements minimum.
Sur le climat, la consommation d'énergie et la qualité de l'air (-) L'urbanisation prévue induit une incidence négative inévitable en termes d'augmentation des déplacements motorisés et des consommations d'énergie que ce soit pour la construction ou pour le chauffage des futures habitations. De nombreuses mesures sont intégrées au règlement du PLU pour réduire cette incidence.	(r) Réduction des consommations d'énergie liée au développement grâce au bon ensoleillement des zones AUa et AU des 4 chemins. (r) Réduction des déplacements motorisés liés aux zones AU grâce à la proximité des services de Chevelu. (r) Règlement favorisant l'architecture bioclimatique, l'isolation par l'extérieur, l'utilisation de matériaux peu consommateurs d'énergie grise, l'intégration des panneaux solaires...

Note 1 : Précisions sur l'adéquation ressources/besoins en eau potable :

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable datant de 2006, la Communauté de communes de Yenne a réalisé une note de mise à jour permettant notamment d'estimer les besoins en eau potable à l'horizon 2030.

Les besoins actuels (de 155+13, soit 168 m³/j) correspondent à la consommation des 817 habitants de St Jean recensés en 2017. Proportionnellement, les besoins 2030 liés aux 200 habitants supplémentaires prévus au PLU seront de 210 m³/j. Ces besoins restent inférieurs aux besoins de 240 m³/j estimés par la CCY et, a fortiori, inférieur aux ressources de 691 m³/j correspondant à l'étiage des 2 captages (Pour plus de précisions : Note annexée au PLU et Annexes Eau potable).

Conclusion sur les incidences du PLU sur les ressources et pollutions

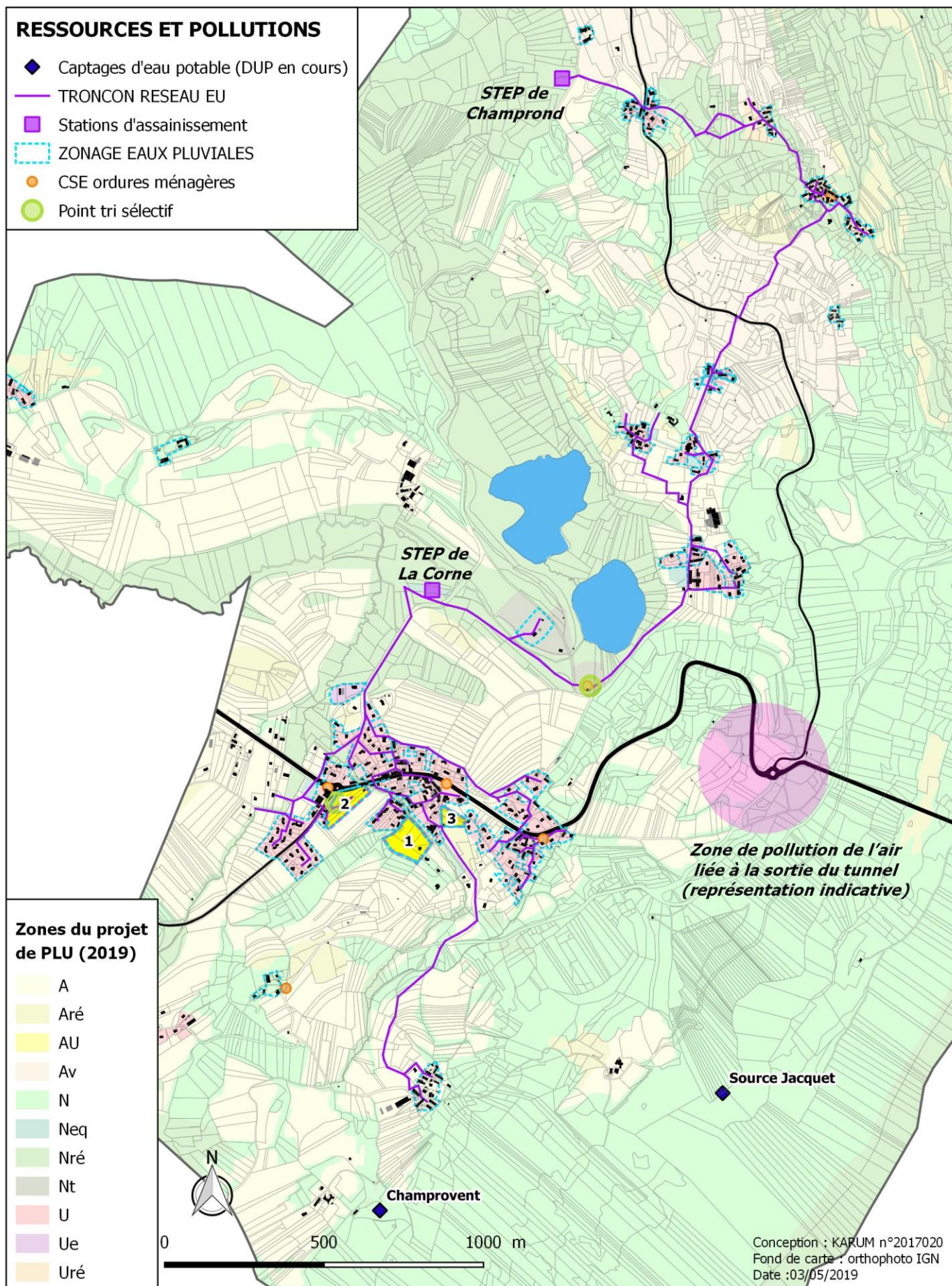
Les incidences du PLU sur les ressources en eau et les risques de pollution sont négatives ou négligeables. L'adéquation du développement inhérent au PLU avec les ressources disponibles en eau potable et avec les capacités d'assainissement est vérifiée (à court et long terme).

Des mesures sont imposées dans le règlement pour limiter le ruissellement des eaux pluviales et réduire leur pollution. De même, le PLU permet de réduire la production de déchets et les consommations d'énergie liées à l'urbanisation, tant par l'implantation des zones AU à proximité des services de Chevelu que par le règlement favorisant l'architecture bioclimatique.

La carte page suivante permet de visualiser la prise en compte des objectifs cartographiables concernant les ressources et les pollutions en superposant les réseaux et les zonages Assainissement et Eaux pluviales avec les zones U et AU du PLU.

RESSOURCES ET POLLUTIONS

- ◆ Captages d'eau potable (DUP en cours)
- TRONCON RESEAU EU
- Stations d'assainissement
- ZONAGE EAUX PLUVIALES
- CSE ordures ménagères
- Point tri sélectif



Incidences sur les RISQUES ET NUISANCES

Rappel du contexte sur St Jean

- **Plan de prévention des risques à intégrer au PLU** : Aucun
- **Types de risques naturels** : cf tableau ci-contre
- **Nuisances sonores** : Classement catégorie 3 et 4 des tronçons de la RD1504, ce qui implique des prescriptions acoustiques sur une zone affectée par le bruit allant de 30 à 100 m. de part et d'autre de la voie

Types de Risques	St Jean
Risque d'inondation par crue torrentielle des cours d'eau	Ruisseau des Bruyères, Petite et Grande Forêt + Ruisseaux en général
Chute de blocs	Sous la Dent du Chat, à Tranchiboud et au nord de Vernatel
Mouvement ou glissement de terrain	/
Risque sismique	Zone de sismicité 4
Risque d'inondation par remontées de nappe	Sensibilité très faible à inexistante sur la majorité de la commune Sensibilité forte autour des zones humides des lacs et fond de vallée de la Méline
Retrait / Gonflement des argiles	Aléa faible à moyen
Risque minier	Ancien titre minier au nord-Est mais pas de risque avéré selon le PAC

Rappel des objectifs du PADD

« 7/Limiter les risques, les nuisances et les pollutions »

Limiter l'exposition aux risques naturels :

- Limiter l'exposition au risque d'inondation du ruisseau des Bruyères et du ruisseau de la Petite Forêt en aménagement des ouvrages protecteurs, avant toute urbanisation du site des Quatre Chemins à Chevelu.
- Limiter l'exposition au risque de chutes de blocs dans la partie sud du territoire.
- Limiter l'aggravation des risques de débordement des cours d'eau, d'érosion et de glissement de terrain en préservant le caractère naturel de leurs berges via une bande non constructible de 10 mètres de part et d'autre du sommet des berges.

Limiter l'exposition aux nuisances :

- Limiter l'exposition des populations aux nuisances sonores le long de la RD1504.
- Respecter les distances de réciprocité avec les bâtiments d'élevage et les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Incidences du PLU et mesures environnementales

Sur les RISQUES ET les NUISANCES

Incidences sur l'environnement Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)	Mesures d'évitement (e), de réduction (r) ou de compensation (c)
<p>Risques naturels</p> <p>(-) La zone AU des 4 chemins est exposée au risque d'inondation par débordement du ruisseau des Bruyères (comme une partie de l'urbanisation actuelle de Chevelu).</p> <p>(-) Une parcelle en dent creuse du hameau Montmaire est concernée par un phénomène de débordement observé lors de l'orage du 6 juin 2015 (arrêté de catastrophe naturelle).</p> <p>(0) Ailleurs, le PLU n'aggrave pas la situation actuelle en termes de risques naturels. Les secteurs potentiellement exposés à des risques connus et localisés sont classés en N, Nré ou en A. C'est le cas des secteurs exposés à des risques de chute de blocs à Tranchiboud et au nord du hameau du Vernatel. Ces secteurs sont couverts par une trame repérée au zonage du PLU pour interdire toute nouvelle construction. C'est le cas également pour les autres secteurs concernés par des débordements de cours d'eau observés le 6 juin 2015. Ils sont classés en N, Nré ou A. Il en est de même pour les secteurs potentiellement exposés aux remontées de nappe et à un aléa moyen concernant le retrait/gonflement des argiles.</p> <p>(+) Le PLU permet de réduire les risques de crues des cours d'eau « à l'amont » en protégeant leurs berges, leurs boisements rivulaires et en limitant l'imperméabilisation des sols.</p>	<p>(r) Ouverture de la zone AU stricte des 4 chemins conditionnée par la réalisation du bassin de rétention contre le risque d'inondation du ruisseau des Bruyères prévu en ER n°3 à l'amont de l'urbanisation de Chevelu.</p> <p>(r) L'OAP 4 permet de réduire l'exposition à ce risque en conditionnant la construction de cette parcelle à la réalisation d'un ouvrage spécifique.</p> <p>(e) Interdiction de toute construction, remblais, déblais ou tout dépôt de matériaux à moins de 10 mètres du sommet des berges d'un cours d'eau</p>
<p>Nuisances</p> <p>(-) La zone AU des 4 chemins est exposée aux nuisances sonores liées à la circulation sur la RD1504 (comme une partie de l'urbanisation actuelle de Chevelu).</p> <p>(-) La zone AUB de la Perrotière est exposée aux nuisances sonores occasionnelles liées à la salle des fêtes.</p> <p>(0) Les zones ouvertes à l'urbanisation respectent les distances de réciprocité entre habitat et bâtiment d'élevage afin de limiter les nuisances réciproques (olfactives notamment).</p>	<p>(r) Les futures constructions devront respectées les normes acoustiques en vigueur. L'OAP 2 prescrit une implantation des collectifs en bordure de voie qui permettra de réduire le niveau de nuisances pour le reste de la zone AU.</p> <p>(r) L'OAP 1 prescrit un espace commun arboré qui permettra de réduire l'exposition des futures habitations aux nuisances sonores occasionnelles de la salle des fêtes.</p>

Conclusion sur les incidences du PLU sur les risques et les nuisances

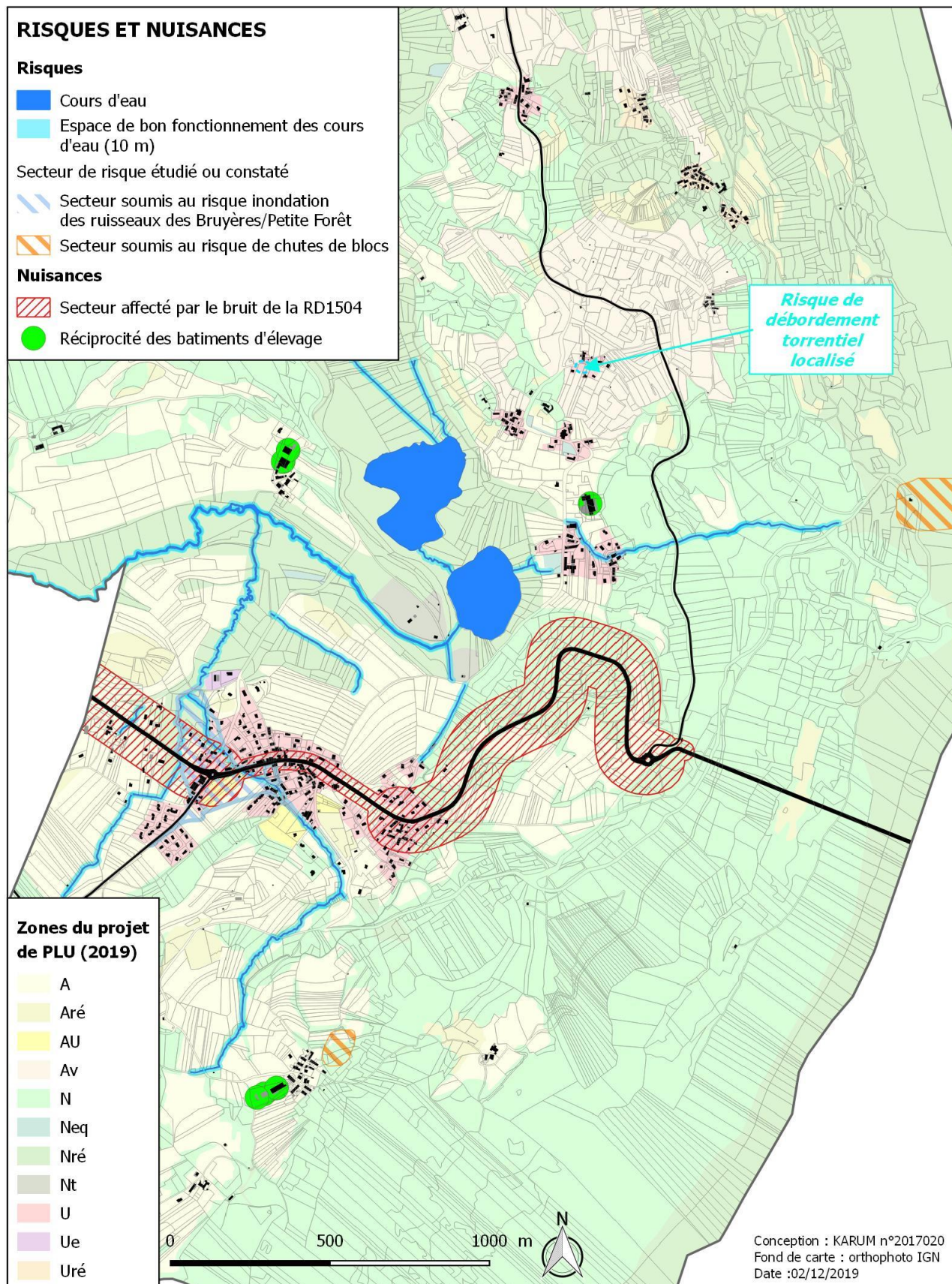
La zone AU des Quatre Chemins et le hameau de Montmaire sont exposés à des risques d'inondation ou de débordements étudiés ou observés. Les mesures nécessaires à la gestion de ces risques sont prescrites dans les OAP. Des mesures sont également prescrites pour réduire l'exposition aux nuisances sonores.

Ailleurs, les secteurs potentiellement concernés par des risques ou des nuisances sont classés en N ou en A. C'est le cas notamment des secteurs exposés à des risques de chute de blocs à Tranchiboud et au nord du hameau du Vernatel. Ces secteurs sont également couverts par une trame repérée au zonage du PLU pour interdire toute nouvelle construction.

Le PLU limite donc l'exposition des populations aux risques et aux nuisances. Il permet par ailleurs de réduire les risques de crues des cours d'eau à l'amont du bassin versant en

protégeant leurs berges et leurs boisements rivulaires. Les incidences du PLU sur ce thème sont donc négligeables.

La carte suivante permet de visualiser la prise en compte des objectifs cartographiables concernant les risques et les nuisances en superposant les éléments repérés au diagnostic avec le plan de zonage du PLU.



3 Evaluation des incidences du PLU sur les sites Natura 2000

Rappel de l'Article R151-3 du code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes dites « Oiseaux » et « Habitats » de 1979 et 1992. Afin de prévenir les effets dommageables des projets sur le réseau européen Natura 2000, les plans locaux d'urbanisme situés soit sur un site, soit à l'extérieur mais susceptibles d'avoir des incidences sur celui-ci sont soumis à évaluation des incidences Natura 2000. Le réseau Natura 2000 est constitué de deux types de zones :

Le réseau Natura 2000 est constitué de deux types de zones :

- Les sites d'importance communautaire (SIC) dont découlent les zones Spéciales de Conservation (ZSC), désignées par les Etats membres au titre de la directive européenne « Habitats-Faune-Flore » publiée le 21 mai 1992 ;
- Les zones de protection spéciales (ZPS) identifiées par la directive « Oiseaux » publiée le 2 avril 1979.

La commune de Saint-Jean-de-Chevelu est concernée par un site Natura 2000. Il s'agit du site « Réseau de zones humides, pelouses, landes, et falaises de l'avant pays Savoyard » (SIC FR8201770). L'évaluation des incidences du PLU sur les sites Natura 2000 décrite dans ce chapitre correspond à l'analyse des incidences du PLU (du PADD, du règlement écrit et graphique) sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, qui ont justifié la désignation du site, au regard des objectifs de gestion.

3.1 Le site Natura 2000 « réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays savoyard »

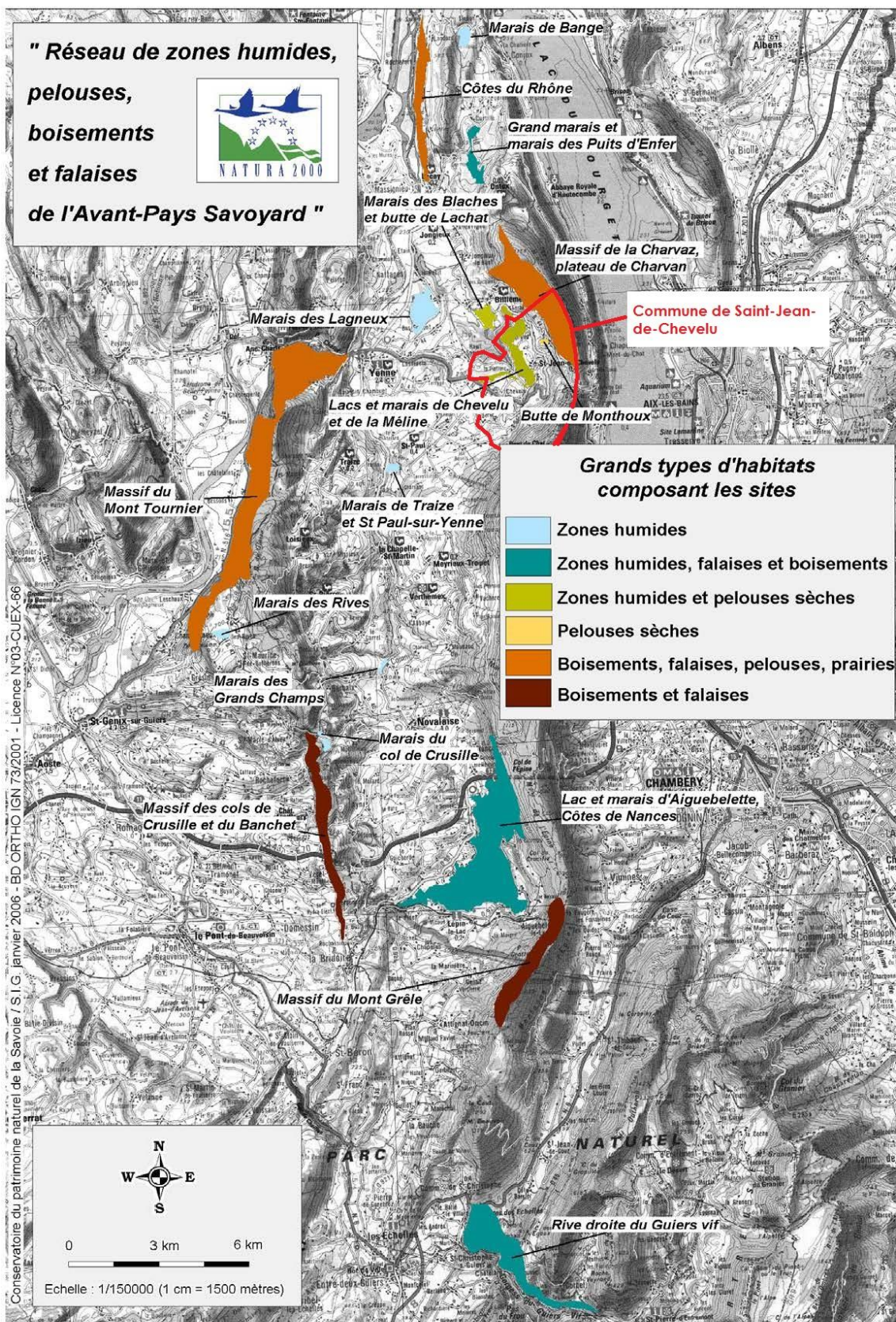
Description

La commune de Saint-Jean-de-Chevelu est concernée par le SIC FR8201770 dite « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays savoyard », car 283,4 ha de ce site se trouvent sur la commune (soit 9% de la surface N2000). Trois secteurs du site Natura 2000 sont présents sur la commune : le massif de la Charvaz, la Butte de Monthoux, et les lacs et marais de Chevelu et de la Méline (Voir carte page suivante).

Ce site Natura 2000, de 3 118 ha, est situé entre le Rhône et la chaîne de l'Epine, s'étendant sur une cinquantaine de kilomètres du sud au nord du massif de la Chartreuse à la Chautagne et sur une quinzaine de kilomètres d'est en ouest de la chaîne de l'Epine au Rhône. Le minimum altitudinal est de 225 m et le point le plus haut est à 1 409 m. Exactement sur le même périmètre, la ZPS « Avant-pays savoyard » FR8212003 est également présente.

Ce réseau se situe dans les chaînons calcaires de l'avant-pays savoyard. Il englobe des marais neutro-alcalins localisés dans les dépressions marneuses et des coteaux exposés au sud et au sud-ouest.

Les zones humides de l'avant-pays savoyard présentent des étendues d'eau libre, des roselières, des prairies humides et des cariçaies encore fauchées et des faciès d'embroussaillage plus ou moins évolués. Le troisième lac naturel français, le lac d'Aiguebelette, fait partie intégrante de ce réseau. Sur les coteaux se succèdent des pelouses chaudes et sèches, des landes à genévrier, des pentes colonisées par le buis et surmontées par des falaises de calcaire massif.



Carte du Réseau Natura 2000 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays Savoyard » vis-à-vis de la commune de Saint-Jean-de-Chevelu (en rouge).

L'ensemble de ces sites dispersés permet de regrouper sur une surface totale limitée un échantillonnage exceptionnel d'habitats d'intérêt communautaire : 15 habitats ont été recensés sur ce site, dont 3 prioritaires :

- Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae*
- Sources pétrifiantes avec formation de tuf (*Cratoneurion*)
- Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion*

Le SIC a été désigné le 07/12/2004, la ZPS le 06/04/2006 et la ZSC le 30/08/2016.

Il couvre une surface de 3 118 ha dont l'ensemble fait l'objet d'un DOCOB (Document d'objectifs) validé le 14/02/2006, réalisé et mis en œuvre par Syndicat mixte de l'Avant Pays Savoyard.

A noter également, qu'un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) est présent au sein de ce site Natura 2000 : les « Lacs-marais de Saint-Jean de Chevelu » (FR3800206) situé sur la commune.

Espèces végétales d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site :

Une seule espèce d'intérêt communautaire a justifié la désignation du site Natura 2000. Il s'agit du *Liparis de Loesel* (*Liparis loeselii*), une orchidée se développant dans les bas-marais calcicoles. Elle n'est connue que sur les marais du lac de St Jean de Chevelu. Cette espèce très exigeante apparaît d'une façon irrégulière selon les années à la faveur des conditions climatiques qui lui conviennent. La plupart de ces espèces étant de taille réduite, elles tolèrent mal la compétition du roseau et sont donc liées aux prairies humides fauchées assez régulièrement.

Espèces animales d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site :

On note également la présence d'un grand nombre d'espèces d'intérêt communautaire : 3 espèces de poissons, 1 espèce d'amphibien : le Sonneur à ventre jaune, 7 espèces d'insectes, dont 4 espèces de papillons, et 1 espèce de crustacé : l'Ecrevisse à pattes blanches ; 9 mammifères, dont 6 des 10 espèces de chiroptères de l'annexe II présents en Rhône-Alpes. La ZPS elle, comprend 19 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaires.

Objectifs et principes de gestion

Le Document d'Objectifs (DOCOB) du site Natura, rédigé en 2006, établit des mesures de gestion pour les prairies humides, les petits milieux aquatiques, et les prairies sèches. Définition des principales actions :

Opérations majeures de restauration écologique :

L'objectif est de restaurer les prairies humides via la végétation et l'hydraulique, restaurer des mares et autres petits milieux aquatiques, des roselières ainsi que des prairies sèches.

Opérations d'entretien :

Entretien par fauche et pâturages des prairies humides et des prairies sèches.

3.2 Effets du PADD sur le site Natura 2000

L'objectif du PADD de Saint-Jean-de-Chevelu vise notamment la préservation des milieux naturels qui composent la trame verte et bleue du territoire. A ce titre, les réservoirs de biodiversité, tels que le site Natura 2000 présent sur la commune, sont donc clairement identifiés dans le PADD comme enjeux environnementaux à préserver.

Le tableau ci-dessous reprend les objectifs du PADD et les analyse en fonction des zonages Natura 2000.

L'analyse développée dans ce tableau montre que **le PADD de Saint-Jean-de-Chevelu n'a aucune incidence négative sur le site Natura 2000 présent sur la commune, que ce soit sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire ou sur les objectifs de gestion des sites.**

Objectifs du PADD	Incidences sur le site Natura 2000 Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)
<p>1 / Préserver les espaces naturels supports des dynamiques écologiques</p> <p>Protéger les réservoirs de biodiversité et les milieux naturels remarquables</p> <p>Préserver les espaces nécessaires au bon fonctionnement écologique du territoire</p>	<p>(+)</p> <p>L'objectif est de protéger l'APPB « Lacs et marais de Saint-Jean-de-Chevelu », les zones Natura 2000, les ZNIEFF de type 1, les pelouses sèches et zones humides inventoriées par le Conservatoire d'espaces naturels.</p> <p>(+)</p> <p>Les espaces nécessaires au bon fonctionnement écologiques du territoire sont protégés, et donc les connexions entre les différents secteurs du site Natura 2000. Ce qui participe à la bonne santé des écosystèmes.</p>
<p>2 / Préserver et valoriser le paysage</p> <p>Maitriser l'équilibre entre espaces agricoles, naturels et aménagés afin de permettre la valorisation des différentes ambiances paysagères, la structuration des perceptions et la qualité des zones d'interfaces</p>	<p>(+)</p> <p>En valorisant les zones d'interface et en gardant un équilibre entre les espaces naturels, agricoles, et aménagés, cet objectif permet de garder une perméabilité à la faune entre les différents réservoirs de biodiversité, dont fait partie le site Natura 2000. Cet objectif bénéficie donc indirectement à la bonne santé des écosystèmes.</p>
<p>3 / Préserver et valoriser le patrimoine bâti</p>	<p>(0)</p> <p><i>Cet objectif ne concerne pas le site Natura 2000</i></p>
<p>4 / Pérenniser et développer l'activité agricole</p>	<p>(0)</p> <p>L'objectif est de permettre la pérennisation de l'activité agricole qui permet notamment de maintenir certains milieux ouverts (pelouses sèches, prairies humides...)</p>
<p>5 / Renforcer l'urbanisation dans les pôles principaux et limiter la consommation de l'espace</p> <p>Dynamiser la croissance démographique de la commune, classée comme village relais au SCOT de l'APS, afin d'accueillir environ 200 habitants supplémentaires d'ici 2029 (l'équivalent d'environ 100 logements), en phase avec l'objectif du SCOT de +1,4% de croissance démographique.</p> <p>Lutter contre la consommation de l'espace</p>	<p>(+)</p> <p>En renforçant l'urbanisation dans les pôles principaux et en luttant contre la consommation de l'espace, cet objectif permet de garder une perméabilité à la faune entre les différents réservoirs de biodiversité, dont fait partie le site Natura 2000, et donc bénéficie indirectement à la bonne santé des écosystèmes.</p>
<p>6 / Conforter les activités économiques et touristiques existantes</p> <p>Favoriser une économie souple et dynamique, améliorer et compléter l'existant</p> <p>Renforcer les atouts touristiques</p>	<p>(0)</p> <p>Le camping des Lacs, la plage et le parking sont confortés en tant que site touristique majeur de la commune. Aucune extension n'est prévue au-delà de l'emprise actuelle. Cet équipement permet par ailleurs la valorisation du site Natura 2000 et la sensibilisation du public à la préservation de ses richesses naturelles.</p>

Objectifs du PADD	Incidences sur le site Natura 2000 Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)
7 / Améliorer les déplacements et poursuivre l'aménagement des modes doux Minimiser l'impact du trafic automobile et l'améliorer dans certains secteurs urbains. Développer l'offre de stationnements Poursuivre l'aménagement des modes doux	(0) <i>Cet objectif ne concerne pas le site Natura 2000</i>
8/ Limiter les risques, les nuisances et les pollutions Limiter l'exposition aux risques naturels : Limiter l'exposition aux nuisances : Limiter les pollutions	(+) <p>En améliorant l'assainissement et la gestion des eaux pluviales, le PLU participe à la réduction des risques de pollutions des milieux naturels, des cours d'eau et des zones humides.</p> <p>Cet objectif contribue indirectement à préserver l'équilibre écologique des zones humides comprises dans le site Natura 2000 comme les lacs et marais de Chevelu, situé en aval des zones urbanisées de la commune.</p>

3.3 Effets des règlements sur le site Natura 2000

Règlement graphique

Majoritairement en zones Nré et en Aré

Le site Natura 2000 du « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays Savoyard » présent sur la commune, soit le « le massif de la Charvaz », « la Butte de Monthoux », et les « lacs et marais de Chevelu et de la Méline » sont **majoritairement (à plus de 99,5%) en zonage Nré** (Réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue) **et Aré** (pelouses sèches, réservoirs de biodiversité nécessitant le maintien d'une activité agricole afin de limiter l'enfrichement de ces milieux).

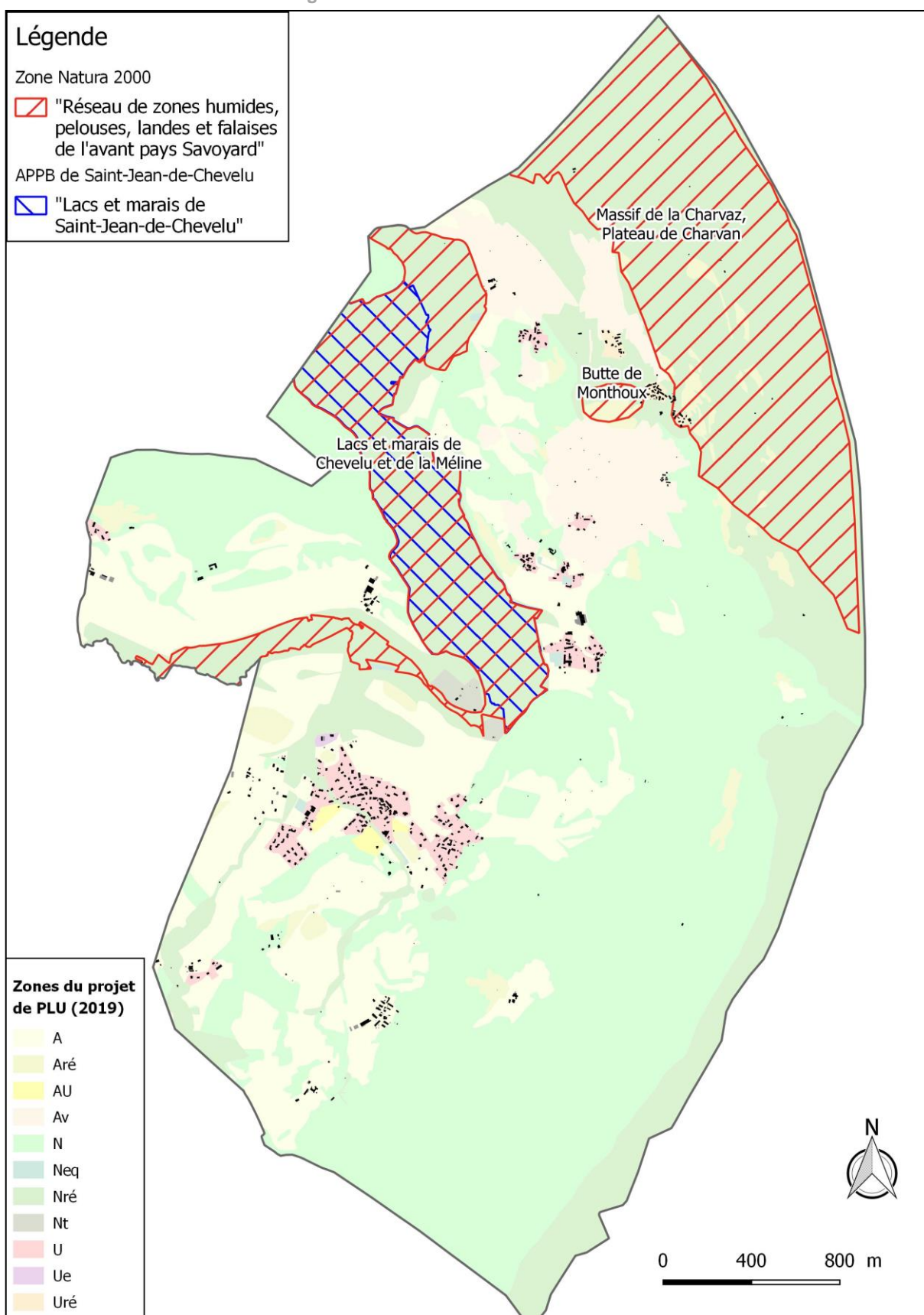
La carte page suivante localise les sites Natura 2000 par rapport au zonage du PLU.

Quelques secteurs sont classés dans d'autres zones du PLU afin de prendre en compte leur occupation actuelle. Ceci représente une surface négligeable des sites Natura 2000 : 1.68 ha (16 800 m²) de superficie cumulée entre ces différents secteurs, ce qui correspond à :

- 0.59% des 283.4 ha de sites Natura 2000 situés sur la commune de St Jean,
- 0.05% de la surface totale des 3118 ha du site Natura 2000 du « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays Savoyard ».

Les descriptions et zooms cartographiques de ces secteurs sont présentés pages suivantes.

Localisation des zonages Natura 2000 sur la commune de Saint-Jean-de-Chevelu



Camping en Nt

Ce secteur concerne 1 800 m² de terrains déjà aménagés en bordure sud du camping le long de la Méline. Ces terrains se situent au sein du site Natura 2000 « lacs et marais de Chevelu et de la Méline » mais sont distants de plusieurs mètres de la zone humide concernant le cours d'eau de la Méline, inventoriée par le conservatoire d'espaces naturels. Ces terrains étant déjà aménagés, l'incidence du classement Nt sur le site Natura 2000 est négligeable.

Stations d'épuration en Neq

La station d'épuration existante de Champrond (au nord de la commune) se situe au sein du site Natura 2000 « lacs et marais de Chevelu et de la Méline ». Elle représente 2 000 m² que le PLU classe en zone Neq. La station d'épuration de la Corne, déjà existante également, est aussi incluse en partie au sein du site Natura 2000 (environ 100 m² classés en Neq au niveau de l'accès à la STEP). Ces équipements étant déjà existants, l'incidence du classement Neq sur le site Natura 2000 est négligeable.

Conformément à la Notice Assainissement en annexe du PLU, une extension de la station de la Corne est prévue au sein de la parcelle n°123 (parcelle située hors site Natura 2000). Ces travaux d'extension ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement du système d'épuration actuellement en surcharge. Ils auront donc une incidence indirecte positive en améliorant la qualité des rejets et en limitant ainsi les risques de pollution des zones humides, de la Méline et des milieux naturels situés en aval.

Parcelles de vignes AOC en Av

Certaines parcelles de vignes déjà existantes sont intégrées au sein du site Natura 2000. Elles sont également dans la zone d'Appellation d'origine contrôlée et sont donc classées en zone Av dans le projet de PLU. Ces parcelles se répartissent en deux tènements qui représentent moins d'un hectare au total (8200 m²). Considérant qu'il s'agit de parcelles de vigne déjà existantes, l'incidence du classement Av sur le site Natura est considéré comme nul.

Hameau de Monthoux Sud en Uré

La partie sud du hameau de Monthoux est située au sein du site Natura 2000 « Massif de la Charvaz ». Ce hameau couvre 0.47 ha et présente actuellement une urbanisation dense de bâti ancien n'offrant pas de dent creuse. La zone Nré classe à titre exceptionnel les hameaux de Taba et Monthoux situés au sein des réservoirs de biodiversité cartographiés à l'échelle du SCOT. Elle a pour objectif de reconnaître l'occupation actuelle de ces hameaux en tant que zone habitée et de permettre les aménagements liés à la valorisation des constructions existantes et leurs abords directs.

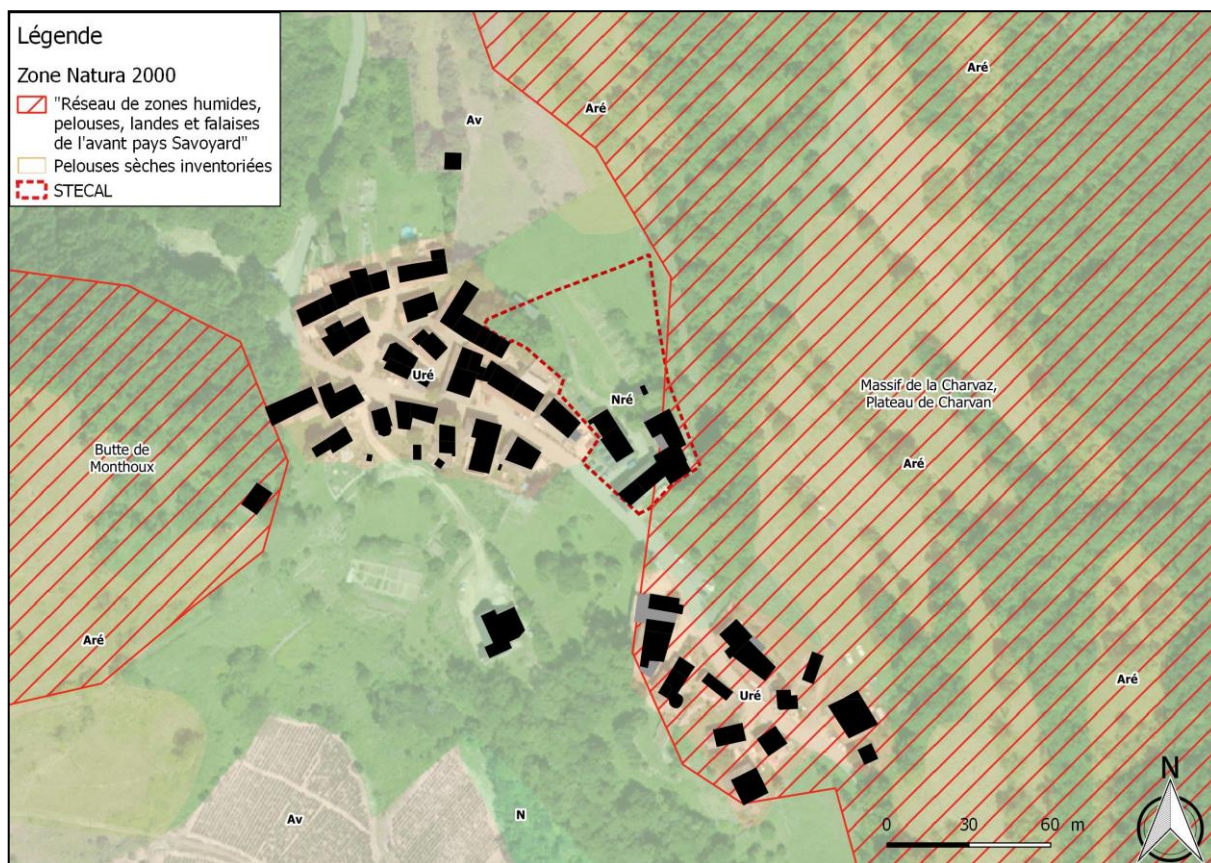
STECAL 1 de Monthoux en Nré

Un « Secteur de taille et capacité d'accueil limitée » (STECAL) lié à l'exploitation viticole du hameau de Monthoux est positionné en limite du site Natura 2000 « Massif de la Charvaz ». Son emprise est directement dans la continuité de l'urbanisation du hameau et inclue les bâtiments d'exploitation actuels. La zone Nré du PLU n'autorisant pas la création de nouveaux bâtiments, ce STECAL est inscrit à titre exceptionnel pour permettre l'édification de nouveaux bâtiments nécessaires à l'exploitation viticole (hangar et cuverie).

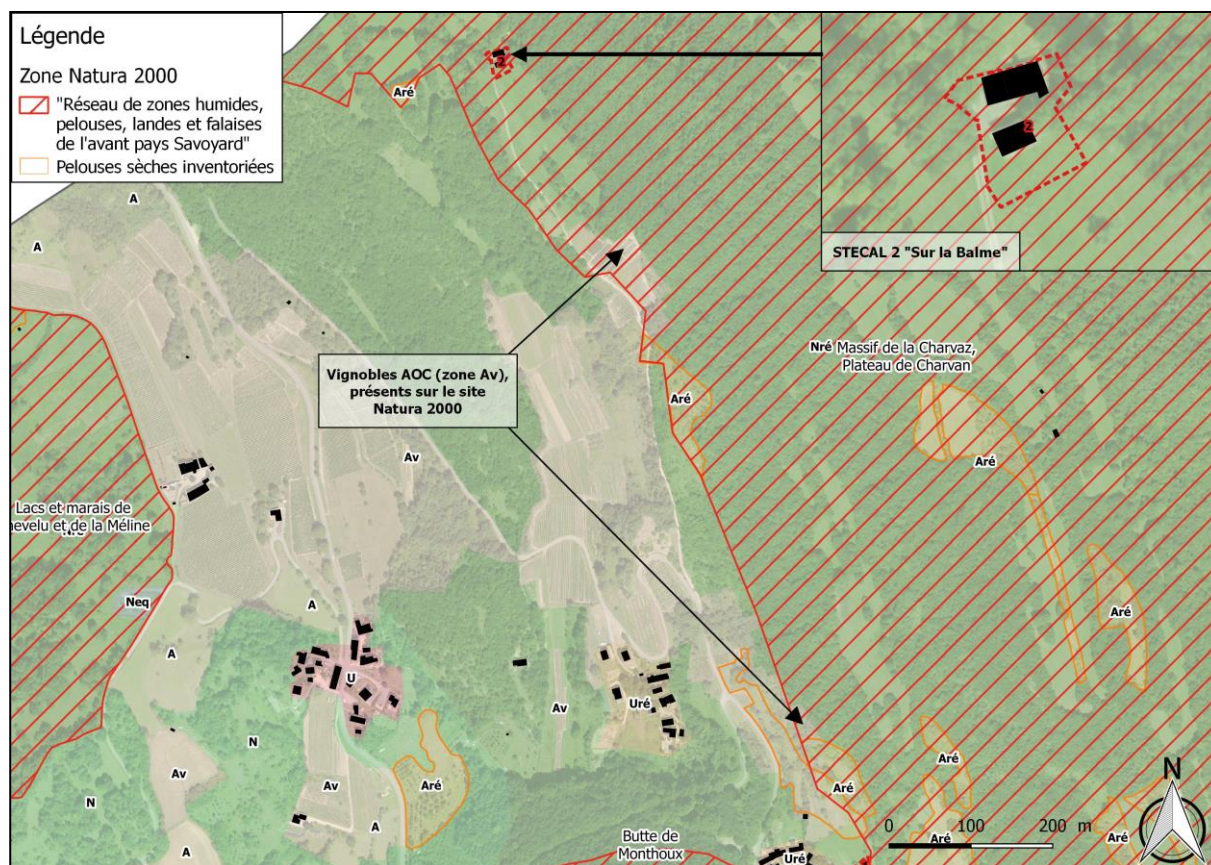
Sa surface est de 3455 m² dont 400 m² empiètent sur le site Natura 2000. Les terrains concernés correspondent aux abords de l'exploitation déjà utilisés pour l'activité. Ils ne correspondent pas à des habitats naturels ayant justifié la désignation du site Natura 2000. L'incidence sur le site Natura 2000 est donc négligeable.

STECAL 2 de Sur la Balme

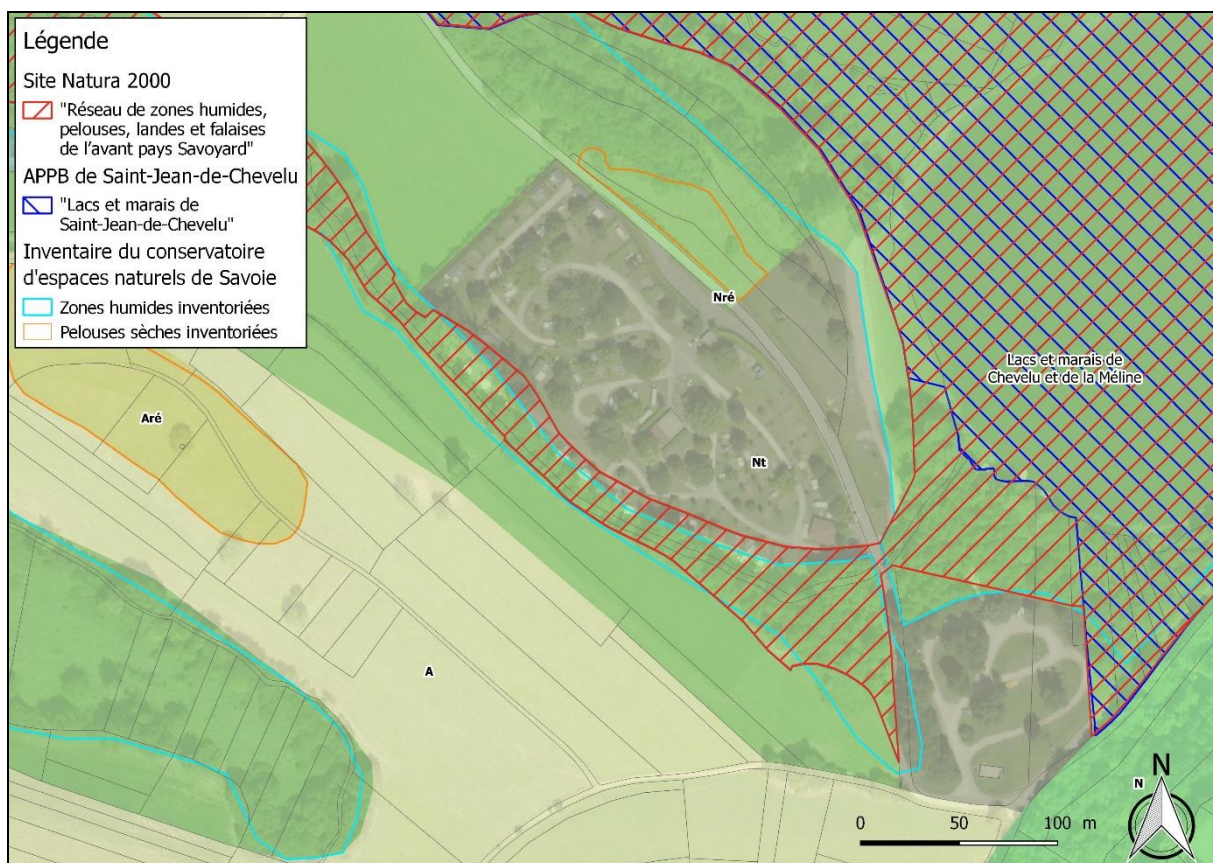
L'autre Secteur de taille et capacité d'accueil limitée » (STECAL) s'étend sur 690 m² de zone Nré au lieu-dit « Sur la Balme ». Il est lié à une activité agricole intermittente accueillant une quarantaine de chèvres en hiver seulement. Ce STECAL est inscrit à titre exceptionnel pour permettre l'édification d'un nouveau bâtiment agricole sans nouveaux réseaux et l'extension limitée de l'existant.



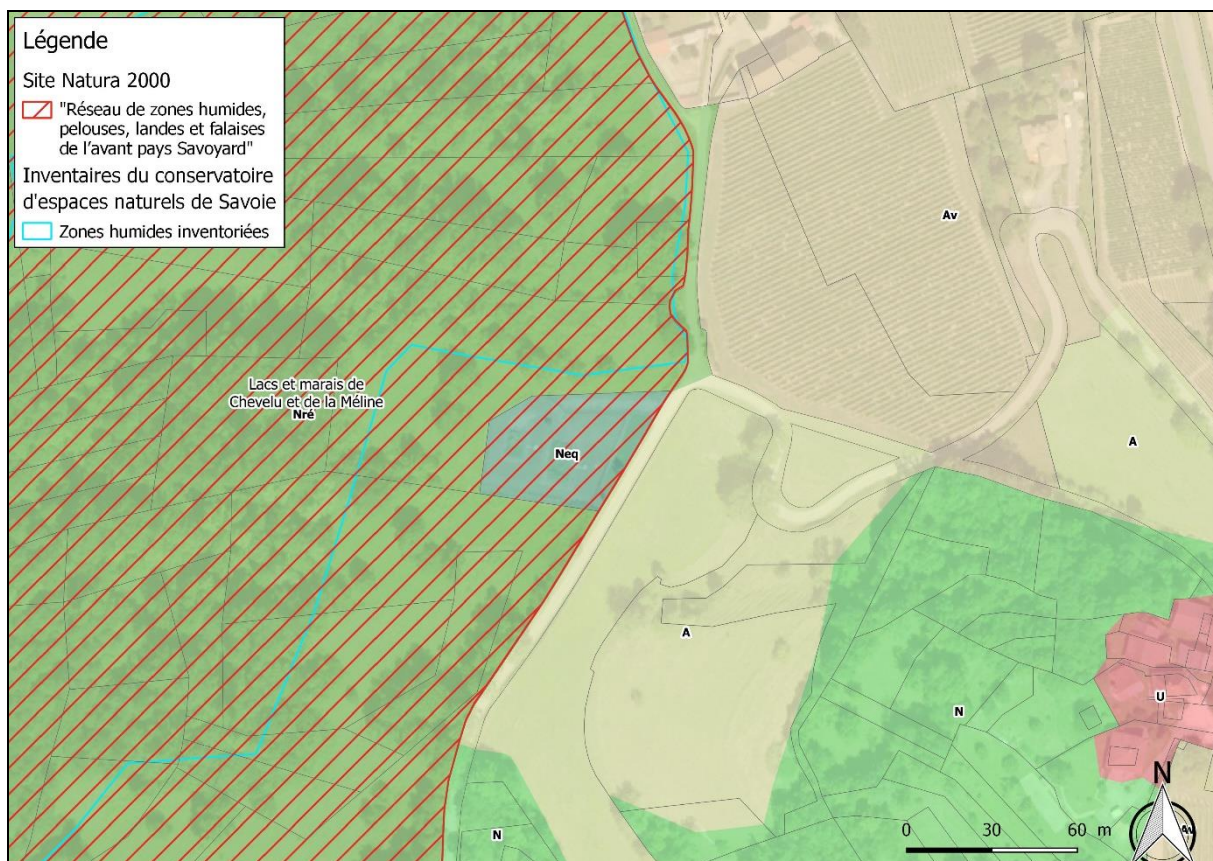
Zoom sur la STECAL de Monthoux et le site Natura



Zoom sur les vignobles en AOC situés en zone Natura 2000 et la STECAL 2 de Sur la Balme



Zoom sur la bordure du camping classée en Nt et le site Natura 2000



Zoom sur la STEP du Champrond existante en Neq et la zone Natura 2000

Règlement écrit

Zonage du PLU	Incidences du Règlement écrit sur le site Natura 2000 Incidence positive (+), négative (-) ou négligeable (0)
Nré	(+) Interdiction à toutes constructions incompatibles avec la gestion des milieux naturels Autorisation de travaux sur zones humides nécessaires à une gestion écologique justifiée Clôtures autorisées à conditions d'être perméables à la faune sauvage
STECAL (en Nré)	(0) Interdiction de toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que celles liées à l'exploitation agricole. Les terrains concernés correspondent aux abords de l'exploitation déjà utilisés pour l'activité agricole. Ils ne correspondent pas à des habitats naturels ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Les nouvelles constructions ou aménagements au sein de la STECAL auront donc une incidence négligeable sur le site Natura 2000.
Uré	(0) Vocation de zone urbanisée Nouvelles constructions autorisées dans la limite de la tache urbaine délimitée au plus proche des constructions existantes. Clôtures autorisées à conditions d'être perméables à la faune sauvage
Av	(0) Vocation de préserver l'activité viticole sur les surfaces en AOC Nouvelles constructions interdites à moins qu'elles soient nécessaires au maintien des exploitations viticoles
Nt	(0) Interdiction de toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que celles liées à la gestion et ou à l'amélioration du camping des Lacs Cette zone ne concerne que la bordure du camping existant. La limite de la zone Nt est distante de plus de 10 mètres des berges de la Méline et de la zone humide correspondante
Neq	(0) Interdiction de toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que les équipements d'intérêt collectif et services publics. Ce secteur concerne la STEP de Champrond déjà existante et l'accès à la STEP de la Corne.
Aré	(+) Interdiction à toutes constructions ou installations nouvelles Clôtures autorisées à conditions d'être perméables à la faune sauvage

Ci-après : Extraits du règlement des secteurs concernés par les sites Natura 2000

Zone Nré

Le règlement écrit de la zone Nré atteste la valeur de « réservoirs de biodiversité » et conditionne les aménagements à des objectifs de valorisation, de restauration ou de gestion des espaces naturels qu'il s'agisse des sites Natura 2000, de zones humides, de cours d'eau ou de la ZNIEFF de type 1.

Sur le zonage Nré **sont interdits** :

- Toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que celles liées à la mise en valeur ou à l'entretien des réservoirs de biodiversité.
- Pour les zones humides uniquement :
 - La mise en eau, l'exhaussement (remblaiement), l'affouillement (déblaiement), le dépôt ou l'extraction de matériaux quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf les travaux et ouvrages nécessaires à une gestion écologique justifiée de la zone humide.

- Le drainage et, plus généralement, l'assèchement du sol des zones humides.
- Dans le STECAL uniquement :
 - Toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que celles liées à l'exploitation viticole.

Sur le zonage Nré **sont autorisés sous conditions particulières** :

- Les installations, équipements et ouvrages nécessaires aux services publics, sous réserve qu'ils soient compatibles avec la gestion des milieux naturels et la préservation de leur équilibre écologique, et que soient prises toutes les dispositions pour limiter leur emprise au strict minimum et pour assurer une bonne intégration dans le site.
- Pour les constructions existantes, la surface de plancher n'est pas limitée dès lors qu'elle est aménagée dans le volume existant. Par contre le changement de destination n'est pas autorisé.
- L'aménagement et l'extension des bâtiments d'habitation existants, à conditions que l'extension soit réalisée en une fois à compter de la date d'approbation du PLU et qu'elle soit limitée à 50 m² de surface de plancher et qu'elle soit limitée à 10 m de hauteur hors tout.
- Les ouvrages permettant d'améliorer les continuités écologiques ou le fonctionnement hydraulique des cours d'eau.
- Les installations hydroélectriques, sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.
- L'abattage d'arbres et le défrichement sont autorisés à des fins de gestion des réservoirs de biodiversité. Les haies agricoles doivent être conservées ou remplacées.
- Dans le STECAL uniquement :
 - L'aménagement et une extension de chaque bâtiment viticole existant, à conditions que l'extension soit réalisée en une fois à compter de la date d'approbation du PLU, qu'elle soit limitée à 100 m² d'emprise au sol et qu'elle soit limitée à 13 m de hauteur hors tout.
 - Deux nouveaux bâtiments viticoles, à conditions que chacun soit limité à 500 m² d'emprise au sol et qu'il soit limité à 13 m de hauteur hors tout.

ZONE Uré

La zone Uré classe l'urbanisation existante en réservoir de biodiversité.

Sont autorisés :

- les habitations
- les bureaux

Sont interdits :

- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- l'ouverture et l'exploitation de carrières, les affouillements et exhaussements de sol qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone
- les dépôts de matériaux
- les cinémas et commerces de gros
- les exploitations agricoles et forestières
- les activités des secteurs secondaires ou tertiaires, à l'exception des bureaux

Sont autorisés sous conditions :

- Les équipements d'intérêt collectif et services publics à condition qu'ils ne soient pas source de nuisances pour l'habitat de la zone.

En Uré :

- Prospect :

L'implantation est possible sans recul vis-à-vis de l'emprise des voies publiques ou privées.

En cas d'implantation avec recul, il devra être au minimum de 2 mètres.

L'implantation des constructions est possible sur les limites de propriété si la hauteur des constructions est inférieure à 4 mètres ou si les constructions sont mitoyennes et simultanées. En cas d'implantation avec recul, il devra être au minimum de 3 mètres. Les piscines et les équipements techniques non enterrés devront respecter ce recul minimum de 3 mètres.

Les ouvrages en saillie, tels que débordements de toiture, balcons, loggias ... sont pris en compte pour l'application des règles ci-dessus.

Pour le bâti existant dont les reculs seraient inférieurs, les extensions selon la même implantation sont autorisées.

L'implantation des clôtures le long des voies ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours.

Toute construction, remblais, déblais ou tout dépôt de matériaux à moins de 10 mètres du sommet des berges d'un cours d'eau, sont interdits.

ZONE Neq

Le règlement écrit de la zone Neq atteste la valeur d'**équipements publics sans construction**.

Sur le zonage Neq **sont interdits** :

- Toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que les équipements d'intérêt collectif et services publics.

Sur le zonage Neq sont autorisés sous conditions particulières :

- Les équipements d'intérêt collectif et services publics à condition qu'ils se limitent à des aménagements et installations, ainsi qu'aux locaux techniques accessoires de ces équipements.

ZONE Nt

Le règlement écrit de la zone Nt concerne le « **Camping des lacs** ».

Sur le zonage Nt **sont interdits** :

- Toute construction ou installation (permanente ou temporaire) autre que celles liées à la gestion et ou à l'amélioration du camping des Lacs

Sur le zonage Nt **sont autorisés sous conditions particulières** :

- L'hébergement hôtelier et touristique, à condition qu'il se limite aux habitations légères de loisirs et à tout aménagement, installation et construction pérennes à condition qu'ils soient des équipements afférents à l'accueil touristique de la zone.

Le règlement écrit de la zone Aré atteste la valeur de « **réservoir de biodiversité des pelouses sèches** ».

ZONE Aré

Sur le zonage Aré **sont interdits** :

- Toute construction ou installation.

Le règlement écrit de la zone Av atteste la valeur de « **zone AOC du vignoble** ».

Sur le zonage Av **sont interdits** :

- L'ouverture et l'exploitation de carrières, les affouillements et exhaussements de sol qui ne sont pas nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Sont interdits toutes les constructions, installations et ouvrages susceptibles de remettre en cause le caractère agricole des lieux, à l'exception des installations et aménagements autorisés sous conditions énoncés ci-dessous.

ZONE Av

Sur le zonage Av **sont autorisés sous conditions particulières** :

- Les constructions et installations à condition qu'elles soient nécessaires aux exploitations viticoles.
- Les dépôts de matériaux à condition qu'ils soient nécessaires à l'activité viticole et agricole.
- Pour les exploitations viticoles, l'aménagement des bâtiments viticoles existants et leur extension à condition qu'elle fasse l'objet d'une intégration paysagère de qualité.
- L'aménagement et l'extension des bâtiments d'habitation existants, à conditions que l'extension soit réalisée en une fois à compter de la date d'approbation du PLU, qu'elle soit limitée à 50 m² de surface de plancher et qu'elle soit limitée à 10 m de hauteur hors tout.
- Les annexes des bâtiments d'habitation existants, à conditions qu'elles soient limitées à 5 mètres de hauteur, qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale sans excéder un éloignement de 15 mètres par rapport à cette même construction principale, et qu'elles soient réalisées en une seule fois dans la limite de 40 m² d'emprise au sol. Une piscine est autorisée et n'est pas comptée dans les 40 m², mais elle doit être limitée à 35 m² et doit être implantée à moins de 10 mètres de la construction principale.
- Les constructions, installations, équipements et ouvrages nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à condition que leur implantation dans la zone soit justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service et sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole.
- Les haies agricoles doivent être conservées ou compensées par de nouvelles plantations.

Conclusion sur les incidences du PLU sur les sites Natura 2000

Le classement en zone Nré et Aré proposé par le projet de PLU sur la grande majorité du site Natura 2000 (99,5%) permet une forte protection des habitats naturels qui ont justifié la désignation du site, ce qui correspond à une incidence positive.

Le classement de quelques secteurs en zones Av, Nt, Neq, Uré ou le repérage en STECAL correspond à moins de 0,59 % des zones Natura 2000 de la commune et concerne des espaces déjà aménagés (parcelles de vignes en AOC, camping, stations d'épuration, hameaux, exploitations agricoles). Il a été vérifié que le règlement de ces zones ne permet pas d'aménagement risquant de porter atteinte de manière significative à l'état de conservation actuel des sites Natura 2000.

La mise en œuvre du PLU présente donc des incidences positives à négligeables sur les sites Natura 2000 du site « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays Savoyard ».

4 Justification des choix au regard des objectifs environnementaux

Rappel de l'Article R151-3 du code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

Nota : Premier alinéa du L151-4 du code de l'urbanisme « Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

4.1 Justification générale

Les principaux textes de référence, qu'il s'agisse d'engagements internationaux ou nationaux ou d'objectifs portés par les politiques locales, sont présentés pour les grandes thématiques environnementales de l'état initial de l'environnement : paysage, biodiversité & milieux naturels, pollutions & qualités des milieux, climat-énergie, ressources naturelles & usages, risques pour l'homme et la santé.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et issue du Grenelle de l'Environnement, a introduit des objectifs environnementaux à l'aménagement du territoire en cohérence avec les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international et communautaire.

Ainsi, en vertu de l'article L101.2 du Code de l'Urbanisme, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

Le PLU induit une consommation de 2.33 ha de zones ouvertes à l'urbanisation ce qui représente 0.18% du territoire communal et correspond à une consommation maîtrisée au regard des 308 ha de zones agricoles et 933 ha de zones naturelles.

La principale zone AU participera à la revitalisation du chef-lieu.

Le bâti patrimonial est repéré et protégé à travers le règlement du PLU.

La création de cheminements piétons permettra de répondre aux besoins de mobilités douces

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

La qualité urbaine architecturale et paysagère est préservée grâce à l'implantation des zones AU cohérentes avec le contexte paysager et urbain de Chevelu.

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

Le PLU répond à ces objectifs, en particulier à travers les OAP et la servitude de mixité sociale.

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

Le PLU assure l'alimentation des populations en eau potable, limite les pollutions liées à l'assainissement et aux ruissellements des eaux pluviales. Il limite l'exposition aux risques et aux nuisances.

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

Le PLU permet de limiter l'exposition des populations aux inondations en affichant le projet de bassin de rétention des crues du ruisseau des Bruyères et réhabilitation de ses berges en emplacements réservés n°3 et n°4.

A l'exception de la zone AU des Quatre Chemins et une parcelle du hameau de Montmaire où des mesures spécifiques sont imposées, les secteurs potentiellement concernés par des risques sont classés en N ou en A. Le PLU permet par ailleurs de réduire les risques de crues en protégeant les berges et les boisements rivulaires des cours d'eau.

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

Le PLU renforce la protection de la trame verte et bleue par un zonage hiérarchisé et un règlement adapté à la fonction écologique de chaque type d'espaces naturels

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le PLU permet les consommations d'énergie liées à l'urbanisation, tant par l'implantation des 3 zones AU à proximité des services et des équipements de Chevelu que par les OAP et le règlement favorisant les formes bâties compactes et l'architecture bioclimatique.

4.2 Justification des choix retenus pour établir le PADD et cohérence des OAP et du règlement

Pour la justification de la cohérence des choix environnementaux faits au niveau du PADD, du règlement et des OAP, un renvoi est fait vers la partie 3 du rapport de présentation « Justification du projet » afin d'éviter toute répétition inutile.

5 Indicateurs de suivi pour les thématiques environnementales

Rappel de l'Article R151-3 du code de l'urbanisme :

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

Neuf ans (au plus tard) après son approbation, le PLU doit faire l'objet d'une analyse de ses résultats (Application et efficience des mesures préconisées dans le PLU). Afin de pouvoir mettre en œuvre cette analyse, l'évaluation environnementale propose une feuille de route opérationnelle pouvant être mise en œuvre et suivie par la commune.

Indicateurs (par thématique environnementale)	Modalités de suivi
Paysages	
Intégration paysagère des zones AU	<p>Objectif : Mettre en place un observatoire photographique du paysage ciblant tout particulièrement les zones susceptibles d'évoluer, soit les 3 zones AU. Il s'agit de suivre la mise en œuvre des mesures d'intégration paysagère portées par les OAP. Ce suivi peut notamment se faire depuis le panorama depuis Monthoux (page 141)</p> <p>Périodicité : Reprise des vues et simulations des volets paysagers dans les permis d'aménager dès la fin des travaux, puis tous les 3 à 5 ans.</p> <p>Source de données : Commune</p>
Espaces naturels et fonctionnalité écologique	
Etat de la zone Natura 2000 et de l'APPB	<p>Objectif : Estimation de l'état du site Natura 2000, en particulier les marais de Chevelu qui font l'objet d'un APPB, par échange avec les gestionnaires du site (état de conservation, difficultés de gestion rencontrées, espèces d'intérêt communautaire...)</p> <p>Périodicité : Tous les 3 à 5 ans</p> <p>Source de données : Conservatoire d'espaces naturels (CEN) en tant que gestionnaire du site Natura 2000</p>
Suivi des milieux sensibles : zones humides, pelouses sèches	<p>Objectif : Estimation de l'état de ces milieux par compilation des nouvelles données d'inventaire, en particulier les zones humides et les pelouses sèches</p> <p>Périodicité : Tous les 3 à 5 ans (à adapter selon actualisation des inventaires)</p> <p>Source de données : CEN ou la DDT 73</p>
Ressources et pollutions	
Suivi des consommations d'eau potable	<p>Objectif : Estimation des consommations d'eau potable et comparaison avec les estimations prospectives faites dans le cadre de l'adéquation ressources/besoins</p> <p>Périodicité : Tous les ans</p> <p>Source de données : Communauté de communes de Yenne</p>

Indicateurs (par thématique environnementale)	Modalités de suivi
Fonctionnement des stations d'épuration	<p>Objectif : Bilan de fonctionnement des deux STEP de la commune (habitations raccordées, volumes traités, qualité des rejets...)</p> <p>Périodicité : Tous les ans</p> <p>Source de données : Commune</p>
Suivi des installations d'assainissement non collectif	<p>Objectif : Bilan du fonctionnement et dysfonctionnement de l'assainissement non collectif sur la commune</p> <p>Périodicité : Tous les 8 ans (périodicité du contrôle d'entretien et de bon fonctionnement des installations)</p> <p>Source de données : SPANC, Communauté de communes de Yenne</p>
Gestion des eaux pluviales et imperméabilisation des sols	<p>Objectif : Suivi des surfaces imperméabilisées et des systèmes de gestion des eaux pluviales mis en œuvre dans les permis de construire</p> <p>Périodicité : Tous les ans</p> <p>Source de données : Commune</p>
Suivi des travaux d'isolation et des installations de production d'énergie renouvelable	<p>Objectif : Tenir une liste des travaux d'isolation réalisés et des systèmes de production d'énergie renouvelable installés (panneaux solaires, chaudière ou poêle à bois, géothermie, pompe à chaleur, microcentrale...) à partir des permis de construire et des déclarations de travaux.</p> <p>Périodicité : Tous les ans</p> <p>Source de données : Commune, DDT</p>
Risques naturels et nuisances	
Suivi des phénomènes de risques naturels	<p>Objectif</p> <p>Compilation des nouvelles données sur les risques (carte d'aléas, arrêtés de catastrophes naturelles, localisation de phénomènes locaux)</p> <p>Périodicité : Tous les 3 à 5 ans</p> <p>Source de données : Commune, DDT</p>

6 Résumé non technique

Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

Le PLU est cohérent avec les orientations environnementales des plans et programmes avec lesquels il doit être en compatibilité ou qu'il doit prendre en compte :

- Le SDAGE Rhône Méditerranée (objectif de compatibilité)
- Le SCOT de l'Avant Pays Savoyard (objectif de compatibilité)
- Le SRCE de la région Auvergne Rhône-Alpes (Objectif de prise en compte)
- Le SRCAE et le PCET de la Savoie (Objectif de prise en compte)

Analyse des incidences du projet de PLU sur l'environnement

Incidences du PLU par rapport au PLU en vigueur (Scénario « au fil de l'eau »)

Le projet de PLU présente des incidences positives sur l'environnement par rapport au scénario « au fil de l'eau » correspondant à la poursuite de la mise en œuvre du PLU en vigueur depuis 2009.

D'un point de vue quantitatif, les zones potentiellement urbanisables sont réduites à 4ha par rapport aux 12.6ha encore disponibles dans le PLU de 2009, ce qui correspond à une réduction de 68%. Le projet de PLU permet donc de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels en réduisant les surfaces urbanisables et en optimisant leur densité.

D'un point de vue qualitatif, le projet de PLU induit une meilleure reconnaissance des zones naturelles et agricoles en les différenciant selon les enjeux inhérents à la protection de l'environnement avec notamment les zones Nré et Aré.

Incidences du PLU par rapport à l'état initial de l'environnement (Etat « T0 »)

Le PLU induit des perspectives d'urbanisation à hauteur de 2.33 ha, ce qui représente une incidence négative sur l'environnement par l'artificialisation de zones actuellement agricoles. Mais cette incidence est considérée comme négligeable au regard de leur consommation limitée en surface à l'échelle du territoire (0.18% de la superficie communale), de leur implantation en continuité directe avec le bourg de Chevelu et de leur optimisation en termes de densité (25,8 lgts/ha).

Incidences sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable (Zones AU)

Il faut noter tout d'abord que l'implantation des zones AU en continuité avec le bourg de Chevelu permet d'éviter le mitage du paysage et privilégie une intégration cohérente avec le contexte urbain de St Jean.

Les zones AU ne concernent pas de terrain présentant des sensibilités écologiques particulières. Leurs emprises n'interfèrent pas avec les réservoirs de biodiversité et ne remettent pas en cause la perméabilité des continuités écologiques du territoire.

D'une manière générale, l'urbanisation des zones AU induit des incidences négatives en terme de consommation des ressources (eau potable, énergie...) et de risques de pollutions (assainissement, eaux pluviales, déplacements motorisés...) mais des mesures adéquates sont mises en place dans le règlement et/ou les OAP afin d'éviter ou de réduire ces incidences.

En termes de risques naturels, la zone AU des Quatre chemins est la seule à être exposée à un risque d'inondation. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réalisation d'un bassin de rétention localisé au niveau de l'emplacement réservé n°3 et de la réhabilitation des berges du ruisseau au niveau de l'emplacement réservé n°4. Ceci correspond à une mesure permettant d'éviter l'exposition des nouveaux logements à ce risque identifié.

Incidences sur les paysages

Le PLU présente des incidences majoritairement positives en termes de protection des paysages remarquables et des éléments naturels qui les structurent. L'incidence des zones AU est négligeable sur la perception globale du paysage grâce à leur implantation cohérente dans la continuité du bourg de Chevelu. L'intégration paysagère des futures constructions est favorisée par les mesures de réduction intégrées au règlement du PLU.

Incidences sur les espaces naturels et fonctionnalité écologique

Les incidences du PLU sur les espaces naturels sont négligeables ou positives dans le sens où il renforce leur protection par un zonage hiérarchisé permettant à la fois le repérage des différents types

d'espaces naturels (Nré, N, zones humides, continuités écologiques) et l'application d'un règlement adapté à la fonction écologique de chacun.

Les réservoirs de biodiversité sont très majoritairement protégés par un classement en zone Nré ou Aré, mais sur quelques secteurs déjà aménagés, le PLU privilégie un zonage plus cohérent avec leur vocation et occupation actuelles : Vignoble AOC en Av, stations d'épuration en Neq, Camping en Nt, Hameaux de Taba et Monthoux en Uré.

Le PLU propose ainsi une traduction de la Trame Verte et Bleue (cartographiée à l'échelle supra-communale) plus cohérente avec la réalité du contexte local. Sachant qu'il s'agit d'espaces déjà aménagés, l'incidence sur la biodiversité des réservoirs est considérée comme négligeable. Le PLU permet par ailleurs le classement de 26.4 ha d'espaces naturels boisés situés entre le col du Chat et une zone de réservoir de biodiversité autour de la Dent du Chat qui resterait isolée sans ce secteur de « compensation ».

Ainsi, le PLU permet d'affirmer la vocation de réservoirs de biodiversité sur les espaces naturels les plus remarquables et assure le maintien des principales continuités écologiques.

Incidences sur les ressources et pollutions

Les incidences du PLU sur les ressources en eau et les risques de pollution sont négatives ou négligeables. L'adéquation du développement inhérent au PLU avec les ressources disponibles en eau potable et avec les capacités d'assainissement est vérifiée (à court et long terme).

Des mesures sont imposées dans le règlement pour limiter le ruissellement des eaux pluviales et réduire leur pollution. De même, le PLU permet de réduire la production de déchets et les consommations d'énergie liées à l'urbanisation, tant par l'implantation des zones AU à proximité des services de Chevelu que par le règlement favorisant l'architecture bioclimatique.

Incidences sur les risques et nuisances

La zone AU des Quatre Chemins et le hameau de Montmaire sont exposés à des risques d'inondation ou de débordements étudiés ou observés. Les mesures nécessaires à la gestion de ces risques sont prescrites dans les OAP. Des mesures sont également prescrites pour réduire l'exposition aux nuisances sonores.

Ailleurs, les secteurs potentiellement concernés par des risques ou des nuisances sont classés en N ou en A. C'est le cas notamment des secteurs exposés à des risques de chute de blocs à Tranchiboud et au nord du hameau du Vernatel. Ces secteurs sont également couverts par une trame repérée au zonage du PLU pour interdire toute nouvelle construction.

Le PLU limite donc l'exposition des populations aux risques et aux nuisances. Il permet par ailleurs de réduire les risques de crues des cours d'eau à l'amont du bassin versant en protégeant leurs berges et leurs boisements rivulaires. Les incidences du PLU sur ce thème sont donc négligeables.

Incidences du PLU sur le site Natura 2000

Le classement en zone Nré et Aré proposé par le projet de PLU sur la grande majorité du site Natura 2000 (99,5%) permet une forte protection des habitats naturels qui ont justifié la désignation du site, ce qui correspond à une incidence positive.

Le classement de quelques secteurs en zones Av, Nt, Neq, Uré ou le repérage en STECAL correspond à moins de 0,59 % des zones Natura 2000 de la commune et concerne des espaces déjà aménagés (parcelles de vignes en AOC, camping, stations d'épuration, hameaux, exploitations agricoles). Il a été vérifié que le règlement de ces zones ne permet pas d'aménagement risquant de porter atteinte de manière significative à l'état de conservation actuel des sites Natura 2000.

La mise en œuvre du PLU présente donc des incidences positives à négligeables sur les sites Natura 2000 du site « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant pays Savoyard ».

Justification des choix au regard des objectifs environnementaux

Pour la justification de la cohérence des choix environnementaux faits au niveau du PADD, du règlement et des OAP, un renvoi est fait vers la partie 3 du rapport de présentation « Justification du projet » afin d'éviter toute répétition inutile.

Indicateurs de suivi

Neuf ans (au plus tard) après son approbation, le PLU doit faire l'objet d'une analyse de ses résultats (application et efficience des mesures préconisées dans le PLU). Afin de pouvoir mettre en œuvre cette analyse, l'évaluation environnementale propose une feuille de route opérationnelle permettant de suivre des indicateurs représentatifs des évolutions de l'environnement liées à l'urbanisation de la commune.